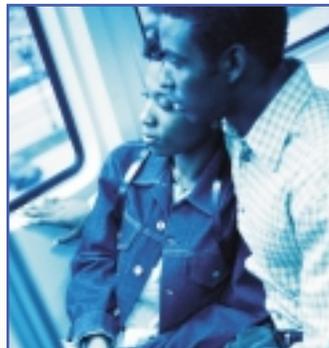


DEUXIÈME PARTIE

COMMENTAIRES D'EXPERTS



LA MATURATION D'UNE RÉGION MÉTROPOLITAINE: DÉMOGRAPHIE ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE À QUÉBEC

Paul Villeneuve, spécialiste en aménagement du territoire
Université Laval



Il n'y a plus de doute: la population de la région urbaine de Québec est en pleine maturation. Le bel ensemble de tableaux et de graphiques constitués par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ, 2002) illustre fort bien le processus en cours. On dit de certaines personnes qu'elles vieillissent bien. Une agglomération urbaine n'est pas une personne, mais la question a quand même du sens: Québec vieillit-elle bien? Surtout, Québec aménage-t-elle bien son territoire? Au moment où l'agglomération se métamorphose en deux villes et trois MRC comprises dans une communauté métropolitaine, au moment où ces entités auront à produire des plans de développement et des schémas d'aménagement, il paraît opportun de faire le point. Partons donc des données compilées par l'ISQ et réfléchissons à une dimension très visible du devenir de Québec, la façon dont nous aménageons son territoire.

La maturation et le début de vieillissement de la population de Québec ont-ils des effets sur l'organisation spatiale des activités au sein de l'agglomération? Les diverses composantes de l'agglomération mûrent-elles au même rythme? Comment ce processus de maturation se combine-t-il à d'autres processus tout aussi fondamentaux, comme la féminisation de la main-d'œuvre et la scolarisation accrue des personnes, pour modifier la géographie sociale de la région urbaine de Québec? Le régime de croissance démographique lente qui accompagne cette maturation a-t-il des avantages sur le plan de l'aménagement du territoire? Tentons d'esquisser des réponses à ces questions.

Aménager en fonction d'objectifs sociétaux

Aménager le territoire, c'est disposer les activités et les œuvres humaines dans l'espace, les unes par rapport aux autres. La notion d'« aménagement du territoire » en est venue à désigner surtout une fonction étatique. Au Québec, l'aménagement du territoire constitue une mission de l'État, celui-ci incluant les municipalités et les institutions supramunicipales. Cependant, les individus, les ménages et les entreprises contribuent aussi beaucoup à façonner les établissements humains. Ces divers acteurs poursuivent habituellement des objectifs lorsqu'ils aménagent. Sur le plan de la collectivité, quatre grands objectifs reviennent continuellement, bien que selon des fréquences variables, quand il est question d'aménagement du territoire: l'efficacité économique, l'équité sociale, la qualité de l'environnement et la qualité de la vie. Ceux-ci peuvent être définis et mis en relations de multiples façons. Depuis quelques années, la notion de développement durable désigne un type de développement qui poursuit conjointement ces quatre objectifs. Essayons de nous demander comment la maturation démographique de Québec affecte la poursuite de ces objectifs.

La maturation démographique incite à la consolidation des milieux de vie



Certains aménagements privilégient nettement des objectifs d'efficacité économique, dont la mesure la plus courante est donnée par le revenu *per capita*. De façon générale, le niveau de revenu *per capita* tend à augmenter avec la taille et la diversité des agglomérations urbaines. Les formes d'organisation territoriale qui favorisent l'efficacité sont celles qui permettent de réaliser des économies d'agglomération en facilitant l'accès des agents économiques les uns aux autres, soit par la proximité, soit, de plus en plus, par la mobilité et les télécommunications. Dans l'agglomération de Québec, un exemple d'aménagement qui a favorisé l'efficacité économique à court terme est la mise en place du système d'autoroutes au cours des années 1960 et 1970. Le système autoroutier a facilité un étalement urbain considérable, celui-ci étant nourri par la croissance démographique. Avec le ralentissement de celle-ci, depuis les années 1980, l'étalement est aussi en décélération. Ce nouveau contexte n'est-il pas favorable à un réaménagement du territoire de l'agglomération? Un remarquable ouvrage vient de paraître à ce sujet (Fortin, Després et Vachon, 2002). Il montre comment, dans une société vieillissante, il faut consolider les milieux existants et les transformer pour répondre aux nouveaux besoins, plutôt que de poursuivre l'étalement urbain.

L'évolution démographique modifie la mobilité géographique

D'autres aménagements mettent plutôt l'accent sur l'**équité sociale**, souvent mais imparfaitement mesurée par les écarts de revenu. Ici, les études empiriques montrent que les inégalités interpersonnelles de revenu ont tendance à augmenter avec la taille et la diversité des agglomérations. Les mesures d'aménagement du territoire qui peuvent favoriser l'équité sociale portent généralement sur des façons d'assurer à tous un niveau satisfaisant d'accessibilité géographique aux « opportunités » urbaines, qu'il s'agisse d'emplois, de biens publics ou de services. On voit qu'il s'agit là d'une application du principe de l'égalité des chances. Dans une agglomération comme celle de Québec, le transport en commun a surtout été vu jusqu'ici comme un instrument d'équité. Ce n'est que récemment, surtout depuis la mise en service du métrobus, qu'on le voit aussi comme moyen d'augmenter l'efficacité économique. La diminution de la proportion de jeunes dans la population exerce un effet à la baisse sur la demande de transport en commun. Par contre, l'augmentation de la proportion de vieux, qui ont en général des taux de mobilité moindres, contribue à un ralentissement de la progression des déplacements en automobile. L'évolution de la composition démographique de chaque arrondissement et de chaque MRC de la nouvelle Communauté métropolitaine de Québec a un effet sur la demande en transport selon le mode. Il serait possible d'évaluer cet effet (Bussière, 1990).

Une croissance démographique lente facilite le développement durable

D'autres aménagements mettent l'accent sur des objectifs de **qualité de l'environnement**, celle-ci étant mesurée par une panoplie d'indicateurs allant de la qualité de l'air et de l'eau jusqu'à la beauté perçue des paysages. Ici, les relations entre la qualité de l'environnement et les dispositifs territoriaux sont très complexes, surtout quand la dimension subjective est prise en compte. L'effet positif de la scolarisation

accrue des personnes sur le développement d'une conscience environnementale est assez bien établi. Il n'en est toutefois pas de même en ce qui concerne l'effet du vieillissement de la population. On note cependant que le vieillissement réduit la croissance démographique d'une agglomération, sauf si celle-ci devient une destination massive pour les retraités. Toutes choses égales par ailleurs, une croissance démographique plus lente exerce une pression environnementale moins forte.

Enfin, un objectif plus large, qui recouvre les trois précédents, est aussi très souvent évoqué : la **qualité de la vie**, très difficile à mesurer mais qui est quelquefois appréhendée par des indicateurs de santé et de bien-être psychique. Comme pour la qualité de l'environnement, les relations entre la qualité de la vie, le vieillissement de la population et les formes d'aménagement du territoire sont d'une complexité considérable. On peut toutefois suggérer qu'une politique d'aménagement qui réussit à conjuguer efficacité, équité et qualité de l'environnement devrait contribuer à faire croître l'espérance de vie *en santé*, celle-ci étant peut-être le meilleur indicateur de qualité de la vie.

La notion de **développement durable** introduit la dimension temporelle dans les interrelations entre les quatre objectifs qui viennent d'être évoqués. C'est par rapport à ces grands objectifs sociétaux qu'il est sage de poser la question des liens entre le vieillissement de la population de l'agglomération de Québec et l'aménagement de son territoire. En d'autres termes, bien vieillir, ce serait acquérir une certaine sagesse et, en matière d'aménagement du territoire, être sage c'est être capable de considérer ensemble et de soupeser toutes les dimensions de ces objectifs sociétaux. Pour bien interpréter les liens entre la démographie actuelle de Québec et l'aménagement de son territoire, tout en ayant en tête les objectifs sociétaux qui viennent d'être évoqués, il n'est pas inutile de se demander où en est Québec dans la longue durée et par rapport à sa localisation sur la planète. Assurément, un tel exercice est, au plus haut point, subjectif et nécessairement sélectif. Voyons s'il nous aide à comprendre la démographie actuelle de l'agglomération.

Québec, Copenhague et Vienne

Sous le régime français, et sous le régime anglais mais à un degré moindre, Québec fut capitale coloniale d'un très grand empire territorial. Copenhague et Vienne furent également, en leur temps, capitales d'empire. Quelle signification cela peut-il bien avoir pour Québec, ici et maintenant ? Québec est la plus vieille parmi les grandes villes canadiennes avec ses 39,6 ans d'âge médian. L'âge de sa population ressemble plus à celui des villes européennes, dont l'urbanité est souvent remarquable. Par exemple, la grande maturité de Copenhague et Vienne se traduit dans la qualité de plusieurs de leurs aménagements urbains. Tout se passe comme si ces villes avaient appris de l'histoire. Après avoir été puissantes, elles s'attachent maintenant à être belles et conviviales. Copenhague possède la plus longue rue piétonne d'Europe. Tivoli et le Prater attirent résidents et touristes. En principe, ces villes matures devraient avoir appris de l'histoire à tenir compte de l'ensemble des objectifs sociétaux dans leurs aménagements. On souhaite à Québec un sort similaire. Québec, la plus européenne des villes nord-américaines, peut se permettre de s'inspirer tout autant de l'Europe que de l'Amérique. Les rues piétonnes ont du succès en Europe; elles en ont moins en Amérique. Qu'à cela ne tienne. Québec n'a qu'à trouver la formule hybride qui lui convient !

Québec, ville maritime du Canada central

À l'interface de l'Europe et de l'Amérique, Québec est également la plus continentale des villes de l'Atlantique et la plus atlantique des villes continentales. Cette position est lourde d'enseignement pour le destin historique de l'agglomération. Les ports nord-américains de l'Atlantique, et Québec en fut, ont connu un destin glorieux à l'époque de la voile. Plus tard, la puissance industrielle s'est construite à l'ouest, autour et au sud du Bassin des Grands Lacs. Toronto a réussi à s'inscrire dans cet espace, Montréal aussi, tant bien que mal, Québec très peu. À l'échelle séculaire, le centre de gravité de la population urbaine nord-américaine se déplace vers l'ouest et les analyses topodynamiques de Tellier (1993) indiquent qu'il en sera ainsi pour des décennies à venir.

Vivre en régime de croissance lente

Selon toute probabilité, nous devons donc nous préparer, dans la région de Québec, à vivre en régime de croissance démographique lente. Et fort probablement aussi en régime de croissance économique assez lente. Est-ce un drame ? Les plus âgés se souviendront des débats des années 1970 sur la « croissance zéro », alors que la notion de développement durable n'avait pas encore cours. Il suffit de rappeler à cet effet l'impact du premier rapport au Club de Rome intitulé *Halte à la croissance ?* (Meadows *et al.*, 1972) qui souligna avec force les limites environnementales et sociales de la croissance effrénée des décennies d'après-guerre. Depuis, la recherche de modèles de développement qui conjuguent l'ensemble des objectifs sociétaux esquissés plus haut n'a cessé de progresser. Présentement, l'Europe apparaît plus désireuse que l'Amérique de se mettre au diapason du développement durable. Les discussions dans la foulée de Kyoto en sont un indice clair. Des villes-phares peuvent émerger, en Amérique, qui montrent la voie du développement durable de ce côté-ci de l'Atlantique. Pourquoi Québec ne joindrait-elle pas le club des Portland et des Porto Alegre ? Pour préparer le terrain en ce sens, tentons maintenant de saisir d'autres mutations majeures qui interagissent avec le processus de maturation démographique.

La féminisation de la main-d'œuvre transforme l'organisation de la vie quotidienne

Pendant que nous assistons au début du vieillissement de la population de la Communauté métropolitaine de Québec, une autre tendance de fond transforme sa géographie sociale. Il s'agit de la féminisation de sa main-d'œuvre. En 1951, on comptait moins de 30 % de femmes dans la main-d'œuvre de l'agglomération, alors qu'en 2001, ce pourcentage est de 49 %. Pratiquement un emploi sur deux est maintenant occupé par une femme dans la région urbaine de Québec. La progression salariale des femmes est toutefois plus lente que l'augmentation de leur pourcentage dans la main-d'œuvre. En 1951, le revenu d'emploi des femmes à Québec se situait à 46 % de celui des hommes alors que, maintenant, il se situe aux alentours de 65 %. Ces changements se répercutent directement sur certains aspects de la vie quotidienne. Le choix collectif, au cours des années 1960 et 1970, d'investir dans le système autoroutier plutôt que dans le transport en commun a comme conséquence la nécessité pour les travailleurs, et aussi les travailleuses, d'avoir recours à l'automobile. Ainsi, en 1981, 46 % des travailleuses et 62 % des travailleurs conduisaient une voiture pour se rendre au travail. Quinze ans plus tard, en 1996, ces pourcentages étaient respectivement de 62 % et de 70 %. Ces chiffres signifient qu'une proportion

considérable et croissante des couples en emploi, aussi appelés familles à double revenu, doivent se munir de plus d'une voiture. Ceci contribue sans doute à faire en sorte que, comme nous le verrons plus loin, les ménages de Québec consacrent une partie plus importante de leur budget aux déplacements que ceux de Montréal.

La conciliation travail-famille est modifiée

La féminisation de la main-d'œuvre pose d'emblée la question de la conciliation des responsabilités professionnelles et familiales. Plusieurs études montrent que l'augmentation du temps consacré par les femmes au travail rémunéré n'est pas encore compensée par une augmentation comparable du temps consacré par les hommes aux travaux domestiques non rémunérés. Pour que cette nouvelle parité entre hommes et femmes soit atteinte, plusieurs changements majeurs sont requis, dont certains dans le domaine de l'aménagement du territoire. Les municipalités peuvent faire beaucoup dans ce sens (Villeneuve et al., 1994). Ainsi, quand il s'agit d'orienter la localisation relative des lieux d'emploi, de résidence et de services, il est possible de tenir compte du fait que les deux conjoints au sein des couples en emploi sont de plus en plus appelés à participer à la fois au travail rémunéré et non rémunéré.

Par ailleurs, les liens entre la féminisation de la main-d'œuvre, l'évolution de la natalité et la maturation de la population sont complexes et encore mal connus. Des effets croisés peuvent jouer, qui mettent en cause deux ressources majeures, le temps et le revenu. D'une part, la féminisation de la main-d'œuvre peut avoir un effet négatif sur la natalité, surtout dans un contexte où les hommes s'investissent peu dans la sphère familiale, en réduisant le temps consacré à la progéniture. D'autre part, le double revenu peut permettre plus facilement d'élever des enfants. On sent bien ici que des aménagements sociaux et géographiques appropriés peuvent avoir un effet sur la démographie, d'autant plus que, comme nous le verrons plus loin, la région urbaine de Québec se classe déjà en tête parmi les agglomérations canadiennes comme milieu propice à la famille.

Une main-d'œuvre plus féminine et plus scolarisée est plus mobile

La participation accrue des femmes au marché du travail constitue sans aucun doute un progrès social majeur. Ceci dit, il faut aussi être attentif à certaines conséquences indirectes de ce changement. Ainsi, la féminisation de la main-d'œuvre, conjuguée à sa scolarisation accrue, pourrait constituer une explication à un phénomène préoccupant observé dans les données de l'ISQ en ce qui concerne les migrations intraprovinciales affectant la Communauté métropolitaine de Québec.

En effet, la RMR de Québec (RMRQ) montre un solde négatif de 1 707 personnes dans les migrations interrégionales des 25 à 44 ans entre 1996 et 2001, alors que ce solde était encore positif (+ 298) entre 1991 et 1996. Bien que nous ne sachions pas, pour l'instant, si c'est la première fois que l'on observe un tel solde quinquennal négatif, ceci mérite une attention particulière, car ce groupe d'âge est celui de ceux et celles qui, pour la plupart, achèvent de s'établir dans la vie (bien que, de plus en plus, les trajectoires de vie se diversifient et se complexifient à un point tel que sociologues et démographes hésitent maintenant à employer l'expression « cycle de vie »). On note d'abord que ce solde négatif est dû à une augmentation plus forte des sorties que des entrées. En effet, les sorties de la RMRQ vers les autres régions du Québec, pour le groupe des 25-44 ans, ont été de 22 033 entre 1991 et 1996 et



de 27 458 entre 1996 et 2001. Quant aux entrées dans la RMRQ en provenance des autres régions du Québec, chez le même groupe d'âge, elles ont été de 22 331 entre 1991 et 1996 et de 25 752 entre 1996 et 2001. On note ensuite qu'entre 1991 et 2001, pour le groupe des 25-44 ans, le solde des échanges de migrants entre la RMRQ et les autres régions du Québec fut positif avec onze régions et négatif avec six régions. L'aspect le plus remarquable est que cinq de ces six régions forment le champ métropolitain montréalais dans son extension maximale (Montréal, Montérégie, Laval, Laurentides, Lanaudière), la sixième, l'Outaouais, faisant partie du champ métropolitain d'Ottawa-Gatineau.

Qui sont ces personnes de 25 à 44 ans qui quittent Québec en plus grand nombre qu'elles y arrivent, du moins entre 1996 et 2001? Pour répondre à cette question, il faut disposer des caractéristiques des migrants, au-delà de leur âge. En particulier, plusieurs études montrent que le niveau de scolarisation a un effet positif sur la propension à migrer. Le niveau de scolarisation et la catégorie socioprofessionnelle des personnes pourraient se révéler des variables explicatrices cruciales, lorsqu'elles interagissent avec la structure sectorielle de l'économie régionale. Se pourrait-il que Québec, qui se distingue par l'importance de son secteur d'enseignement supérieur, qui attire beaucoup les 15-24 ans, ne puisse offrir d'emplois à l'ensemble de ceux et celles qui sont formés sur place, et n'arrive pas à en attirer autant de l'extérieur que le nombre de ceux et celles qui se trouvent des emplois ailleurs, en particulier à Montréal?

Se pourrait-il de plus que ce processus soit renforcé par la très forte progression des couples en emploi au cours des dernières années? En effet, chaque personne qui veut vivre en couple a à trouver un conjoint ou une conjointe qui lui convient. Si les deux conjoints veulent travailler, ils ont à trouver chacun un emploi convenable et, finalement, comme la plupart de ces couples vivent encore sous le même toit, ils ont à en trouver un qui leur convient. On peut faire l'hypothèse que ces trois processus de sélection – dont on notera par ailleurs qu'ils sont, une fois faits, de moins en moins définitifs – sont beaucoup plus faciles à réaliser conjointement dans les très grandes villes, surtout s'il s'agit d'hommes et de femmes scolarisés. En effet, la population d'hommes et de femmes des très grandes villes, ainsi que leur stock de logement et leur structure socioprofessionnelle, sont plus diversifiés. L'agglomération montréalaise, qui fait cinq fois la taille de l'agglomération québécoise, pourrait exercer un attrait assez irrésistible sur les couples en emploi très scolarisés.

Le double revenu des couples diversifie la demande de logement

Le taux de participation à la main-d'œuvre des femmes mariées a augmenté plus vite que le taux de celles qui ne le sont pas. C'est ce qui explique la forte progression des couples en emploi et, en partie, l'augmentation de la motorisation de ceux-ci. La mobilité accrue qui en découle fait en sorte que les avantages d'habiter dans une région métropolitaine peuvent être sentis à des distances assez grandes du centre. Dans le cas de l'agglomération de Québec, il peut s'agir d'un rayon d'une centaine de kilomètres. Ainsi, un autre aspect important de la féminisation de la main-d'œuvre, comme dimension de la nouvelle économie, concerne les finances des ménages, leur accès à la propriété résidentielle et les effets de ces facteurs sur la localisation conjointe des résidences et des emplois dans le champ métropolitain.

Il apparaît à cet égard que la croissance du nombre de couples en emploi et son effet – par les diverses combinaisons des revenus d'emploi des conjoints – sur les finances des ménages produit de nouvelles formes de demande de logement. Dans

l'agglomération de Québec, les ménages dépensent en moyenne moins pour le logement qu'à Montréal. Ils dépensent cependant plus pour le transport. Au total cependant, il leur reste plus d'argent à consacrer aux autres postes budgétaires. Quand ces données sont rapprochées de celle sur les modes de transport utilisés pour se rendre au travail, il est difficile de ne pas conclure que le système autoroutier de Québec, qui a favorisé l'étalement urbain, a aussi contribué à maintenir des faibles coûts de logement, en élargissant l'offre.

La question est donc posée : l'étalement urbain favorise-t-il les bas coûts de logement ? Une analyse des effets spécifiques de la taille, du taux de croissance et de la densité (mesure bien imparfaite de l'étalement) sur les prix résidentiels moyens dans les 44 principales agglomérations urbaines canadiennes en 1996 semble le confirmer (Villeneuve, 2002). Les trois variables rendent compte de 47,6 % de la variation dans les prix moyens. Une fois les effets de la taille et de la croissance maintenus constants, la densité conserve un effet positif significatif sur les prix. En d'autres termes, les prix tendent à être plus élevés dans les agglomérations urbaines les plus denses. Ces constats suggèrent que des mesures efficaces pour contrer l'étalement urbain doivent tenir compte de cet aspect : comment contenir l'étalement sans provoquer une hausse des prix du logement, l'accès à la propriété résidentielle étant un objectif parfaitement légitime pour l'ensemble des ménages ? Tant que ceux-ci prendront leurs décisions d'achat et de localisation résidentielle sur la base de la structure actuelle des prix de logement et de transport, sans que les coûts sociaux de l'étalement ne soient internalisés, il sera rationnel pour eux de s'établir loin du centre, surtout si la présence d'enfants requiert plus d'espace.

Laborieuse mise en place d'une nouvelle organisation de l'espace

Le passage de la société industrielle à la société informationnelle, le vieillissement social, la féminisation de la main-d'œuvre et de l'enseignement supérieur, la progression de l'accès à la propriété résidentielle (de 1951 à 1996, le pourcentage de propriétaires-occupants est passé de 36 à 55 % dans la RMR de Québec), toutes ces tendances contribuent à restructurer l'espace métropolitain. Tentons donc, maintenant, de caractériser sur le long terme la restructuration en cours afin d'esquisser des scénarios souhaitables d'aménagement.

Avec la Révolution tranquille, la capitale provinciale est devenue la capitale de l'État du Québec. Elle s'est modernisée rapidement, trop rapidement comme le montrent à souhait certaines formes architecturales de son centre et de ses périphéries « suburbaines ». Elle conserve toutefois son cœur préindustriel et, chose exceptionnelle en Amérique du Nord, elle n'a pas de centre des affaires massif. Tout se passe comme si le ralentissement économique de Québec entre le milieu du XIX^e et le milieu du XX^e siècle avait permis de préserver le centre patrimonial. Les quelques grands édifices à bureaux de la ville sont dispersés à l'échelle d'une zone centrale dont on pensait, vers 1970, au plus fort de la poussée modernisante, qu'elle se remplirait de gratte-ciel. Les prévisions démographiques indiquaient alors que Québec atteindrait le million d'habitants vers l'an 2000. Autoroutes et boulevards, édifices et lotissements pavillonnaires furent donc pensés, sinon planifiés, en conséquence, d'autant plus facilement que les fonds fédéraux pour la construction d'infrastructures affluaient alors au titre de l'aide au développement régional dirigée vers la partie atlantique du Canada. Comme Québec fait tout aussi bien figure de ville de l'Atlantique que de ville du Canada central, la vieille capitale a pu profiter d'une certaine manne fédérale pour tenter de devenir moderne. L'agglomération, qui n'atteint pas 700 000

personnes aujourd'hui, possède, à l'instar d'Halifax, une densité d'autoroutes beaucoup supérieure à celles de Montréal et Toronto. Mais les prévisions de population souffraient de grossière surestimation. Déjà la démographie avait ralenti. Le taux de fécondité était en chute libre depuis la fin des années 1950. Le choc pétrolier de 1973 annonça le début d'une période de soubresauts économiques et de stagnation du pouvoir d'achat. Tout se passe comme si, à nouveau, le ralentissement économique, doublé cette fois d'un report vers la périphérie de plusieurs pôles d'activités, contribuait à la sauvegarde de la ville patrimoniale.

La centralité de Québec s'est modifiée. Ce n'est plus la ville fortifiée qui constitue le centre de l'activité urbaine de la région. C'est toute la colline s'étendant de Québec à Sainte-Foy qui devient le centre d'une agglomération bicéphale et de plus en plus tentaculaire. La trame des autoroutes est plutôt axée sur Sainte-Foy que sur Québec, alors que les routes antérieures convergeaient vers le Vieux-Québec. Le croissant autoroutier qui ceinture la colline de Québec, du pont Pierre-Laporte au pont de l'Île, est en voie de devenir, selon l'expression de Joel Garreau, une « Edge City », c'est-à-dire une zone périphérique qui constitue une entité socioéconomique autonome axée sur la haute technologie, le tertiaire supérieur et la consommation de masse. L'aéroport de Québec souhaite la bienvenue dans la « technorégion » de Québec. Ces nouvelles formes urbaines signalent peut être des changements sociaux profonds. Déployées le long de corridors de croissance, habituellement une autoroute, les technorégions comprennent une gamme complète de lieux d'emploi, de consommation, de loisirs et de services. Leurs résidents y satisfont une grande partie de leurs besoins et désirs, sans avoir à se rendre dans le centre-ville traditionnel. Certains auteurs vont même jusqu'à suggérer que le centre d'une technorégion, pour chacun des habitants, n'est plus le centre-ville traditionnel, mais plutôt chaque foyer, car les membres d'un ménage créent leur propre ville à partir de leur lieu de résidence, dans l'éventail des destinations atteignables en voiture.

À Québec, les jeux ne sont toutefois pas faits. La ville fortifiée garde ce qui reste, sans doute, la dimension la plus significative de la centralité urbaine, la dimension symbolique. Le Vieux-Québec demeure le lieu par excellence où le passé nous touche de sa puissance évocatrice et la Grande Allée nous y conduit toujours, mais dans un décor architectural beaucoup moins homogène. Cette artère est devenue une composante essentielle de l'axe urbain Québec-Sainte-Foy. Elle occupe l'un des deux sommets de la dorsale de l'île urbaine qui constitue le nouveau cœur de l'agglomération, l'autre sommet étant occupé par le nouvel hôtel de ville de Sainte-Foy, symbole s'il en est de la bicéphalité régionale, d'ailleurs en train de se résorber, sur le plan politique du moins, depuis le 1^{er} janvier 2001. Cette nouvelle centralité est le résultat de la mise en œuvre d'une logique fonctionnelle. Elle traduit le rôle de l'automobile comme architecte de nos villes. Elle fait éclater les lieux de vie d'antan. Il n'est pas du tout assuré qu'elle se reconstitue en un lieu de vie plus large, qui serait autre chose qu'une série de voies de circulation. Mais la métaphore insulaire évoque un espace clos, identifiable, et l'île urbaine aidera peut être à faire naître l'identité de ce nouveau centre.

L'axe le plus prestigieux de Québec fait le lien entre la ville monumentale et patrimoniale à l'est et la ville technicienne et commerciale à l'ouest. L'opposition historique entre Québec et Montréal se double maintenant, dans l'agglomération, d'une mise en tension entre Québec et Sainte-Foy. Il ne faut pas s'y tromper, ces oppositions sont porteuses de dynamismes tout autant qu'elles apparaissent, à l'occasion, stériles. Le patrimoine et la modernité doivent cohabiter. La période préindustrielle et la culture issue du terroir laurentien ont laissé des traces importantes dans le paysage et les façons de faire. Il en va de même de la période industrielle et de la culture



Pierre Gignac. © Le Québec en images, CCMDM

moderne. Mais qu'arrive-t-il après l'industrie et après la modernité? L'économie postindustrielle et la culture postmoderne qui prennent forme sous nos yeux tentent, souvent de façon maladroite, d'articuler tradition et modernité. Québec constitue un des rares lieux en Amérique du Nord où tradition et modernité se fécondent mutuellement. Comment ne pas succomber aux attraits d'un terroir urbain si riche et si fertile (Villeneuve, 1997)?

Les deux couronnes en émergence de la Communauté métropolitaine de Québec

Depuis la mise en service du réseau d'autoroutes, deux espaces, qui risquent de devenir de plus en plus étrangers l'un à l'autre, se développent côte à côte à Québec, l'un axé sur le métrobus, l'autre sur les autoroutes qui ceinturent le premier espace. Historiquement, l'ensemble du territoire de la nouvelle Communauté métropolitaine de Québec était parsemé de noyaux urbains et villageois situés à l'intérieur d'un rayon d'environ quinze kilomètres de la ville *intra-muros*. Un premier colmatage de certains de ces noyaux a donné les corridors urbains de Sainte-Foy-Québec-Charlesbourg et de Québec-Beauport, maintenant soudés par le très efficace métrobus. Sur les 500 000 personnes que compte la nouvelle ville de Québec, près de 200 000 habitent à moins de dix minutes à pied de la ligne du métrobus. Parmi ces personnes, on peut estimer que le quart, soit environ 50 000, sont des usagers réguliers du transport en commun.

Dans cette ville-corridor, il est encore possible de vivre sans voiture, mais pour combien de temps encore si les commerces et les services continuent de se relocaliser en périphérie? En 1996, on y comptait environ quatre autos pour dix personnes en moyenne et plus de 40 % des ménages, surtout des ménages d'une seule personne, souvent âgée, y vivaient sans voiture. Une grande partie des bureaux, commerces, résidences et autres lieux d'activités sont disposés le long de la ligne du métrobus. On trouve même un site urbain assez unique, Le Campanile, à l'extrémité ouest de la ligne, à Pointe-Sainte-Foy où on a voulu reproduire en banlieue les densités des quartiers plus centraux. Enfin, les grands centres d'achat de Sainte-Foy, ainsi que l'Université Laval, sont bien desservis par le métrobus. Est-il possible de s'inspirer de cette forme d'organisation urbaine pour tenter de parfaire l'aménagement de « l'autre ville », celle des 300 000 personnes qui vivent à quelques minutes en voiture d'une autoroute?

Comparativement au domaine du métrobus, on trouve dans le domaine des autoroutes environ sept voitures pour dix personnes et plus de 40 % des ménages y possèdent au moins deux voitures. On l'a vu, les autoroutes exercent un effet à la baisse sur les prix du logement. Mais, les coûts découlant d'une mobilité accrue, due à l'usage poussé de l'automobile dans un environnement urbain créé exclusivement en fonction de ce mode de transport, sont-ils supérieurs ou inférieurs aux bénéfices qui découlent de l'accès à la propriété résidentielle? Il faudra un jour répondre à cette question à l'aide d'une comptabilité qui prend en ligne de compte l'ensemble des bénéfices et des coûts monétaires et non monétaires, en fonction des grands objectifs sociétaux évoqués au départ. Pour le moment, il est cependant permis de faire l'hypothèse que le solde net est à l'avantage de l'espace du métrobus, quand sont inclus les coûts collectifs tout autant que les coûts individuels.

Introduisons maintenant la Rive-Sud dans notre réflexion. Le domaine du métrobus et celui des autoroutes peuvent devenir un jour deux couronnes se dessinant sur les deux rives. En fait, deux scénarios sont possibles quant à la forme spatiale qu'aura un jour la CMQ. Le premier scénario est celui que préféreraient les urbanistes : une



Paul Grant. © Le Québec en images, CCDMD

forme polycentrique avec un centre principal autour du Vieux-Québec et des centres secondaires à Beauport, l'Atrium-Lebourgneuf, Sainte-Foy, Lévis et, peut-être, à la tête des ponts sur la Rive-Sud. On le retrouve dans plusieurs plans et schémas préparés au cours des ans dans la région. Le deuxième scénario est toutefois plus probable, quoique peut-être moins désirable, surtout s'il continue à être dominé par le domaine des autoroutes formant la couronne externe. En effet la combinaison de l'accessibilité due aux autoroutes et de la mobilité due à la voiture privée est en train de dessiner une « edge city » qui forme la couronne externe de l'agglomération, axée sur les autoroutes Félix-Leclerc et Jean-Lesage, réunies à l'ouest par le pont Pierre-Laporte et, éventuellement à l'est par un pont, un tunnel ou un pont-tunnel. À cette couronne externe, et en tension avec elle quant à la possibilité de maintenir une bonne dose d'urbanité dans la CMQ, pourrait se dessiner une couronne interne axée sur le métrobus et, un jour, sur son successeur le tramway, d'abord dans l'axe du boulevard René-Lévesque, ensuite jusqu'à la tête des ponts sur la Rive-Sud, ensuite sous le fleuve entre le centre-ville de Québec et celui de Lévis, et finalement entre le centre-ville de Lévis et le centre d'activités qui se constitue à la sortie des ponts sur la Rive-Sud.

Que nous disent les tendances démographiques des composantes de l'agglomération sur les chances que s'élabore ce scénario de l'urbanité? La bonne performance de l'arrondissement de La Cité entre 1996 et 2001 constitue un indicateur à l'appui, quoique mince. Plus déterminante sera la politique d'aménagement mise en place par la CMQ. Déjà à l'époque de la CUQ, la croissance était plus forte sur son pourtour ouest qu'à l'intérieur. Non seulement faudra-t-il que la CMQ développe d'abord les terrains viabilisés de son territoire, mais il faudra aussi qu'elle négocie avec les municipalités et les MRC qui l'entourent afin que celles-ci acceptent de limiter la croissance démographique sur leurs territoires en retour, par exemple, d'un accès privilégié aux services des nouvelles villes de Québec et Lévis. En régime de croissance lente, l'étalement ralentira. Cependant, dans un contexte où les déplacements prennent peu de temps, on ne peut exclure la propension des ménages à s'installer immédiatement à l'extérieur des limites de la CMQ, selon l'évolution de la fiscalité qui prévaudra dans les deux nouvelles grandes villes. À cet effet, le dernier article de la « loi 170 » est intéressant, dans la mesure où il offre la possibilité de revoir le territoire de la CMQ.

CONCLUSION : LE POSITIONNEMENT DE QUÉBEC

En guise de conclusion, précisons les quelques atouts de Québec qui lui viennent de sa maturité et de sa croissance lente. S'ils sont mis judicieusement en valeur, ces atouts devraient permettre à l'agglomération de bien se positionner à l'avenir dans le concert des villes du monde qui prennent au sérieux l'objectif de société qu'est le développement durable.

Le paradoxe de Québec : une ville où il fait bon élever les enfants qu'on n'a plus

Québec est une petite métropole qui offre une qualité de vie exceptionnelle, surtout pour les familles. Ce facteur peut être mis en valeur, beaucoup mieux qu'il ne l'est présentement, pour attirer des jeunes couples liés aux secteurs de la nouvelle économie qui sont présents à Québec. Dans le numéro de mai 1995 de *Chatelaine*, Québec est classée première sur les 25 plus grandes agglomérations urbaines canadiennes. Le classement a fait suite à une enquête auprès des lectrices afin de leur faire dire ce qu'elles considèrent être les qualités importantes d'une ville. Neuf indicateurs de santé, de qualité de l'environnement et de sécurité sont utilisés pour arriver au classement. Plus récemment, la revue *Today's Parent* (www.todayparent.com) d'avril 2001 récidive et classe Québec en tête de douze grandes villes canadiennes comme milieu le plus favorable pour élever des enfants. L'éventail d'indicateurs est plus large encore.

Québec n'est pas une ville chère

« La Ville de Québec peut se vanter d'être un endroit très attirant pour les nouvelles entreprises. Car après Sherbrooke, la capitale offre aux industries les coûts d'implantation les plus bas parmi 52 villes américaines et européennes étudiées par la firme KPMG » (*Le Soleil*, 24 sept. 1999). Parmi les villes de plus de 500 000 au Canada, Québec est celle où le logement est le moins cher après Winnipeg, selon le recensement de 1996. Ce facteur est lié au premier. Québec peut devenir une grande (et non grosse) ville internationale en suivant le modèle de villes comme Genève, qui se pique d'être « la plus petite des grandes capitales ». Cependant si cette stratégie réussit, à l'instar de Genève, Québec ne sera plus, dans quelques décennies, une ville où le coût de la vie est faible. Présentement, Québec peut jouer cette carte des faibles coûts, un peu comme les quartiers centraux de certaines villes qui connaissent une gentrification à partir d'un bas coût du logement qui fait que cela est risqué mais profitable d'y investir.

Québec possède un des plus beaux sites urbains au monde

Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à relire les textes des auteurs non québécois colligés par Luc Bureau dans *Pays et mensonges* (Boréal, 1999). Ceci est, bien sûr, un avantage comparatif important en matière de développement touristique, surtout que la beauté du site de Québec allie nature et culture. Depuis quelques années, et le phénomène s'amplifie, la culture (autant au sens anthropologique qu'au sens des lettres et des arts) devient un important facteur de positionnement pour les villes. À telle enseigne que les économistes qui pratiquent les « sciences régionales » multiplient les études à ce sujet. Pour eux, il s'agit d'avantages comparatifs « soft », mais d'avantages qui pèsent relativement de plus en plus lourd dans le contexte de la nouvelle économie. Robert Lepage symbolise très bien cette mouvance où les

liens entre créations culturelles, innovations technologiques et circulation internationale deviennent le lot quotidien. Bien sûr, Lepage peut passer de moins en moins de temps à Québec et, éventuellement, se relocaliser, mais c'est le risque qu'il faut courir, et surtout, il faut attirer, en retour, à Québec le plus grand nombre de Neil Bissoundath possible!

Québec possède une excellente « profondeur régionale »

Avec la grande région qui l'entoure, Québec dépasse le seuil critique du million (Scott, 2001) et renferme une diversité suffisante d'activités pour assurer la pérennité de son développement. Polèse (2000) offre une analyse percutante et tout à fait à jour de la place du Québec dans le processus actuel d'intégration de l'économie nord-américaine. Surtout, il montre que la partie sud-ouest du Québec s'intègre bien alors que la partie nord-est se marginalise. Toute la question est de savoir si la région de Québec est avec le sud-ouest ou avec le nord-est. La région fait partie du sud-ouest, mais elle est à la périphérie du sud-ouest. La région métropolitaine de Québec est chanceuse de pouvoir compter sur des régions environnantes très différentes les unes des autres. Avec la Côte-de-Beaupré et Charlevoix, elle peut développer un tourisme culturel haut de gamme. Avec la Beauce, elle peut appuyer l'entrepreneuriat et l'innovation technique dans des industries classiques et avec Sainte-Foy, elle peut le faire dans des industries de la nouvelle économie. Même la présence d'une bonne partie de l'appareil d'État à Québec offre des occasions de développement économique. L'exemple de la géomatique est à ce sujet très clair. Québec offre la plus forte concentration de recherche et de développement en géomatique au Canada, en partie en raison du rôle historique de l'État dans la gestion du territoire et surtout des forêts, la géomatique s'étant développée ici à partir de la photogrammétrie.

En somme, dans un monde où l'espèce humaine devra, de plus en plus, exercer une certaine sagesse, afin d'assurer tout simplement sa propre survie, les endroits marqués par une croissance lente ne sont pas nécessairement à plaindre. Bien performer sur des indicateurs de développement durable risque de devenir bientôt plus recherché que de bien performer sur les indicateurs classiques de croissance économique.

RÉFÉRENCES

- Bussière, Y. (1990). Effet du vieillissement démographique sur la demande de transport dans la région métropolitaine de Montréal, 1986-2011. *Cahiers québécois de démographie*, 19(2), 325-350.
- Fortin, A., C. Després et G. Vachon, dir. (2002). *La banlieue revisitée*. Québec, Éditions Nota bene.
- Fournier, D. (1991). L'interattraction spatiale : analyse historique. *Recherches sociographiques*, 32(2), 151-174.
- Friedmann, J. et J. Miller (1965). The urban field. *Journal of the American Institute of Planners*, 31(4), 312-319.
- ISQ (2002). *Portrait démographique de la Communauté métropolitaine de Québec*. Québec, Institut de la statistique du Québec.
- Polèse, M. (2000). Is Québec special in the emerging North American economy? Analysing the impact of continental economic integration on Canadian regions. *Revue canadienne des sciences régionales*, 23(2), 187-212.
- Scott, A.J. (2001). *Les régions et l'économie mondiale*. L'Harmattan, 2001.
- Tellier, L.-N. (1993). *Où va le système urbain nord-américain? Une analyse prospective topodynamique*. Département d'études urbaines et touristiques, Université du Québec à Montréal. (Études et documents 1)
- Veltz (1999). Métropoles, périphéries et économie mondiale : une économie d'archipel. In J.-M. Fontan, J.-L. Klein et D.-G. Tremblay (dir.) (1999). *Entre la métropolisation et le village global. Les scènes territoriales de la reconversion*. Sainte-Foy, Québec, Presses de l'Université du Québec, 49-60.
- Villeneuve, P. (1997). Québec, terroir urbain. *Présentations à la Société royale du Canada*, vol. 50, 139-148.
- Villeneuve, P. (2002). L'étalement urbain fait-il baisser les prix du logement? CRAD, Université Laval, texte inédit, disponible auprès de l'auteur.
- Villeneuve, P., N. Brais, J.-F. Forgues et A.-M. Séguin (1994). *Concilier travail et famille : le rôle des municipalités*, Québec et Montréal, Centre de recherches en aménagement et développement de l'Université Laval, INRS-Urbanisation et Le Carrefour « Action municipale et familles » de la Fédération des unions de familles, 49 pages.

LA RÉGION DE QUÉBEC, UN TISSU SOCIAL EN PROFONDE MUTATION

Simon Langlois, sociologue
Université Laval

Le tissu social de Québec est en profonde mutation. Après avoir été très forte jusqu'en 1985, la croissance démographique de la Communauté métropolitaine de Québec a nettement ralenti, au point où il est permis de parler d'un véritable essoufflement du dynamisme qui l'avait caractérisée sur ce plan depuis l'après-guerre jusqu'au milieu des années quatre-vingt.

La natalité a chuté de manière plus marquée qu'ailleurs sur le territoire québécois et la région métropolitaine de Québec est incapable d'attirer des immigrants en nombre important qui lui permettraient de maintenir une croissance démographique plus forte. Québec a aussi perdu une partie de sa jeune population au profit de Montréal dans les années 1990, mais cette perte a été largement compensée par l'arrivée de jeunes en provenance de régions périphériques allant du Saguenay et de la Mauricie jusqu'en Gaspésie. Il n'est cependant pas sûr que ces jeunes y resteront dans les années à venir pour y travailler ou pour y fonder une famille, car la région perd une part de ses jeunes adultes au profit de la grande région montréalaise.

La RMR de Québec n'est pas encore une région vieille, malgré l'attrait qu'exerce la ville même de Québec auprès des personnes âgées à qui elle offre un milieu de vie agréable pour la retraite. La structure démographique qui la caractérise est plutôt marquée par ce que nous appellerons le poids du centre. Le vieillissement viendra plus tard, à partir des années 2010.

Ces changements démographiques en cours depuis une quinzaine d'années – changements qui vont entraîner d'ici peu une véritable mutation du tissu urbain et de la vie à Québec – ne sont pas encore bien perçus dans la région et on n'a pas encore pris la véritable mesure de leurs implications.

Comment expliquer cette absence de prise de conscience d'une situation qui risque de devenir préoccupante dans un très proche avenir? Nous pouvons avancer comme explication le fait que la croissance du nombre de ménages a été beaucoup plus rapide que la croissance de la population, un facteur qui a masqué l'impact de la faiblesse de la population. Les enfants des « baby-boomers » quittent en effet leur foyer pour créer de nouveaux ménages alors que leurs parents conservent le domicile familial, sans oublier l'impact du divorce et de l'allongement de l'espérance de vie, deux tendances qui entraînent aussi la création de ménages nouveaux au sein d'une population qui croît par ailleurs moins rapidement.

L'étude qui suit est basée sur les récentes données compilées par l'Institut de la statistique du Québec et, plus précisément, sur l'examen d'un certain nombre d'indicateurs classiques – population, mouvements migratoires, structure d'âge, types de ménages, revenus, par exemple – analysés dans une perspective longitudinale.



Essoufflement du dynamisme démographique

La croissance démographique de la Communauté métropolitaine de Québec a connu deux périodes contrastées depuis trente ans. Pendant une quinzaine d'années (1971-1986), le rythme d'augmentation de la population totale y a été plus forte que dans l'ensemble du Québec – soit au moins le double – et plus rapide aussi qu'à Montréal. Mais ce dynamisme démographique s'est passablement essoufflé dans les quinze années qui ont suivi (1986-2001). La croissance de Québec est maintenant alignée sur celle de tout le Québec et Montréal paraît désormais plus dynamique sur ce plan.

Une particularité distingue la RMR de Québec : sa faible natalité. On y fait moins d'enfants qu'ailleurs au Québec. La région compte par conséquent moins de très jeunes enfants, ce qui affecte le taux d'accroissement naturel qui y est plus faible. Il en va différemment dans le groupe des jeunes en âge de poursuivre des études postsecondaires, qui sont nombreux à venir s'installer à Québec où se trouvent l'Université Laval et plusieurs collèges d'enseignement général et professionnel. Le groupe des jeunes âgés de 15 à 24 ans est en effet le seul groupe d'âge qui a connu une bonne croissance de ses effectifs depuis dix ans dans la région.

Québec se situe par ailleurs dans le peloton de queue parmi huit grandes villes canadiennes comparables, tout juste devant Winnipeg, pour ce qui est de la croissance démographique récente. La région métropolitaine de Québec ne parvient donc pas à suivre un mouvement marqué de concentration de population dans les grands centres urbains observable ailleurs au Canada.

Le poids du centre

La population de la Communauté métropolitaine de Québec est une population *mature*. Cette expression signifie qu'elle n'est plus une population caractérisée par une forte présence de jeunes comme elle l'a été dans un passé récent – dans les années cinquante et soixante, par exemple – mais aussi qu'elle n'est pas encore non plus une population vieille comme elle le sera dans quinze ans.

Quand on évoque les changements démographiques en cours, tous pensent spontanément à la baisse de la natalité et au vieillissement de la population. Ce sont là deux tendances bien présentes. Mais il faudrait aussi avoir en tête une troisième tendance qui est moins connue et qui retient moins souvent l'attention dans les médias et les discussions publiques sur ces questions : le centre de la structure d'âge de la population de Québec se gonfle à mesure que vieillit la génération du « baby-boom », une tendance qui va se poursuivre jusqu'en 2011. Autrement dit, la population de Québec – tout comme celle de la société québécoise dans son ensemble – est une population marquée par *le poids du centre* de la structure d'âge.

La proportion de personnes âgées est encore inférieure au Québec et à Québec à celle qu'on observe dans d'autres sociétés développées comparables. Le vieillissement important de la société québécoise viendra, certes, mais plus tard. Entre temps, c'est plutôt le centre de la distribution démographique qui pèse de tout son poids sur la société.

La tranche d'âge la plus nombreuse a, en ce moment, 43 ans dans l'ensemble du Québec et les personnes qui se situent de chaque côté de cette catégorie modale (disons dans la fourchette des 35-50 ans) pèsent de tout leur poids dans la société et leurs comportements modèlent ce qui s'y passe. On le voit nettement dans la sphère de la consommation. Les fonctions de consommation les plus dynamiques (celles qui sont en croissance) reflètent le mode de vie de ménages au milieu de leur

vie active, de ménages qui n'envisagent plus d'avoir d'enfants et de ménages qui entrent de plus en plus nombreux dans la phase du nid familial vide.

Comparé à d'autres RMR canadiennes, la RMR de Québec peut sembler plus vieille parce que l'âge médian y est plus élevé. Mais cette mesure reflète en réalité le fait que le poids du centre y est plus important qu'ailleurs, notamment un peu plus important qu'à Montréal, et parce que la natalité y est plus faible.

Les migrations internes

Il faut considérer séparément l'immigration internationale et les migrations internes au Canada (les migrations interprovinciales), car ces dernières n'impliquent pas de frontières à franchir. La RMR de Québec se distingue passablement du reste du Québec sur le plan de la mobilité entre les provinces – et elle se distingue surtout de Montréal, parce que la composition de la population diffère beaucoup dans les deux villes, ce qui révèle un trait typique propre à la région de Québec et, plus largement, à l'ensemble des régions francophones du Québec. On trouve en effet beaucoup plus d'anglophones et d'immigrants dans la métropole, et ces personnes ont des comportements migratoires différents du reste de la population.

C'est avec l'Ontario que la RMR de Québec échange le plus grand nombre de migrants, suivant en cela une tendance caractéristique de tout le Québec, suivi de la Colombie-Britannique et du Nouveau-Brunswick. L'importance de l'Ontario dans ces échanges de population n'est pas surprenante, car c'est la province la plus peuplée du Canada et aussi la plus dynamique sur le plan économique, produisant plus de 40 % du PIB canadien. À cette raison s'ajoute la proximité géographique et le fait que l'économie de l'Ontario et celle du Québec ont toujours été étroitement liées depuis l'origine des deux entités politiques. Enfin, il ne faudrait pas oublier l'importance des réseaux sociaux et économiques qui jouent un rôle déterminant dans les migrations de populations. Celles-ci ne se font pas au hasard, mais elles s'inscrivent le plus souvent dans un ensemble préexistant de relations sociales qui orientent les mouvements migratoires.

Comment se caractérise la RMR de Québec sur le plan des migrations interprovinciales ?

Tout d'abord, même s'ils sont numériquement dominants, les échanges avec l'Ontario sont moins importants dans la RMR de Québec que dans l'ensemble de la société québécoise, tant pour ce qui est des arrivées vers Québec que pour les sorties. Au total en effet, environ 70 % des migrants qui ont quitté la société québécoise dans la deuxième moitié des années 1990 sont allés vers l'Ontario, alors que cette proportion n'est que de 47,3 % pour ceux qui ont laissé la RMR de Québec vers cette dernière province. Dans l'autre sens, seulement 50 % des entrants dans la RMR de Québec venaient de l'Ontario, alors que cette part s'élevait à environ 62 % pour l'ensemble du Québec. Autrement dit, un migrant interprovincial sur deux qui quitte la RMR de Québec part vers l'Ontario et un migrant interprovincial sur deux qui arrive, en provient. En fait, la position dominante de l'Ontario dans l'ensemble des migrations internes qui implique le Québec total tient au fait que l'économie montréalaise, qui fournit la grande part des migrants, serait davantage intégrée à celle de l'Ontario, ce qui n'est pas le cas dans la région de Québec.

Les migrants qui quittent la RMR de Québec pour une autre province préfèrent, par ailleurs, plus fréquemment que la moyenne québécoise s'établir en Colombie-Britannique et au Nouveau-Brunswick. La RMR de Québec a un solde migratoire positif avec le Nouveau-Brunswick, probablement parce qu'elle attire plus d'Acadiens

qui viennent vivre ou étudier à Québec. C'est le contraire qui se produit avec la Colombie britannique, une région qui attire plus de personnes de la région de Québec qu'elle ne lui en redonne. Les francophones de la RMR de Québec seraient donc attirés vers l'Ouest et surtout vers la Colombie-Britannique pour des raisons autres que celles qui expliquent les migrations vers l'Ontario. L'attrait de l'Ouest ou le dynamisme de la Colombie-Britannique seraient des facteurs à considérer. Il faut cependant ajouter que les migrations vers la Colombie-Britannique ont beaucoup diminué à la fin des années 1990 à cause de la crise économique qui y sévit. La question de savoir s'il les migrants qui quittent la RMR de Québec y font un séjour temporaire ou permanent est cependant ouverte.

Les immigrants internationaux boudent-ils Québec?

La ville et la RMR de Québec attirent peu d'immigrants internationaux. Il faut même parler d'une véritable défection ou manque d'intérêt des immigrants à l'égard de la vieille capitale, à moins qu'il n'y ait un problème du côté des structures d'accueil. Montréal exerce un plus grand attrait auprès des immigrants à cause du marché de l'emploi qui y est plus diversifié et à cause du caractère cosmopolite de la ville qui semble plaire davantage à une majorité d'entre eux. Le déséquilibre entre les deux villes sur le plan de la composition ethnique s'accroît en conséquence d'année en année.

La comparaison avec d'autres villes canadiennes de taille moyenne montre par ailleurs que Québec est dans une situation particulière sur le plan de l'immigration internationale. De toutes les grandes villes canadiennes comparables, Québec est celle qui reçoit et retient *le moins* d'immigrants internationaux. L'écart avec d'autres villes comme Ottawa, Edmonton, Halifax ou Winnipeg est même considérable. La situation de Québec est comparable à celle de Winnipeg sur bien des plans, sauf sur celui de la rétention d'immigrants puisque la capitale du Manitoba parvient mieux que la capitale québécoise à les attirer.

Forte présence étudiante

Certaines villes de taille moyenne comparable à celle de Québec doivent une partie de leur dynamisme à la présence d'une importante population estudiantine. C'est le cas de Poitiers et de Aix-en-Provence, en France, ou encore de plusieurs petites villes américaines comme Charlottesville, en Virginie, ou Durham, en Caroline du Nord, pour ne donner que quelques exemples.

La ville de Québec n'est pas avant tout une ville universitaire au même titre que d'autres villes le sont ailleurs dans le monde, mais force est de noter que la présence d'étudiants ou de jeunes en âge de poursuivre des études postsecondaires y est marquante. Une seule statistique suffira à appuyer cette affirmation. Au total, 92 % du solde migratoire positif interrégional des années 1991-2001 est concentré dans la tranche d'âge des 15-24 ans. Québec a reçu au total 10 007 personnes de plus que le nombre de personnes qui ont quitté la région. Or, de ce nombre, 9 256 étaient des jeunes âgés de 15 à 24 ans.

Une partie de ces jeunes étudiants resteront finalement dans la RMR de Québec, qui offre des emplois spécialisés qui n'existent sans doute pas dans leurs régions d'origine, mais la région va aussi perdre une partie de ces effectifs lorsqu'ils s'établiront en emploi de manière permanente, comme l'indique le solde migratoire négatif dans la tranche d'âge suivante (- 1 409 chez les 25-44 ans entre 1991-2001).



La jeunesse en mouvement

Les mouvements migratoires entre les diverses régions du Québec vers la RMR de la capitale et en dehors de celle-ci sont essentiellement le fait de jeunes en âge d'étudier ou de jeunes dans la première moitié de leur vie active, soit d'individus ayant entre 15 et 44 ans. L'examen des entrées et sorties de la région de Québec montre deux types de mouvements bien distincts. Ces deux mouvements peuvent se résumer ainsi : *Montréal attire les jeunes de la région de Québec qui, à son tour, attire les jeunes des régions avoisinantes.*

Un premier mouvement caractérise une importante migration de jeunes en provenance de la région de Québec qui migrent vers Montréal soit pour y étudier, soit pour y occuper un premier emploi alors que peu de Montréalais font le chemin inverse, ce qui a donné un solde négatif de 3 408 individus entre 15 et 24 ans depuis dix ans. Le même phénomène se produit entre 25 et 44 ans. Cette fois, 11 885 personnes ont quitté Québec entre 1991 et 2001 dans ce groupe pour aller vers Montréal, alors que seulement 5 388 personnes sont venues de Montréal à Québec, ce qui donne aussi un solde migratoire négatif (- 6 497). De même, la Montérégie au sud de Montréal exerce une grande force d'attraction auprès de plusieurs jeunes de Québec, mais principalement dans la seconde tranche d'âge (25-44 ans), celle dans laquelle les individus sont le plus susceptible de travailler à temps plein.

La RMR de Québec réussit à compenser cette perte importante de population jeune par le pouvoir d'attraction qu'elle-même exerce sur les jeunes de cinq régions qui lui donnent l'essentiel des nouveaux arrivants dans les deux mêmes groupes d'âge, soit la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, le Bas-Saint-Laurent, la Côte-Nord, le Saguenay-Lac-Saint-Jean et Chaudière-Appalaches. Ces jeunes migrent vers Québec pour y étudier ou pour y travailler et fonder une famille. La RMR de Québec gagne largement quant au nombre de jeunes en âge d'étudier (+ 9 256 personnes) mais perd un peu dans ses échanges de population dans la tranche d'âge suivante (- 1 409 individus).

Québec, ville de retraités ?

La ville de Québec offre aux retraités un milieu de vie attrayant et agréable. Les infrastructures pour les préretraités et les retraités y sont nombreuses et en plein développement, en particulier les ensembles immobiliers pour retraités autonomes ou semi-autonomes, les condos, les appartements au centre-ville. La ville présente par ailleurs un environnement attrayant pour les retraités : possibilités de divertissement culturel diversifiée et de bon niveau, services médicaux complets, milieu de vie urbain sécuritaire.

La population de personnes retraitées y est en croissance plus rapide (+ 13,9 % en cinq ans depuis 1996) qu'ailleurs au Québec (+ 11,5 %). Cela s'explique en partie par l'attrait qu'exerce Québec auprès des retraités, comme le montre le solde migratoire interrégional nettement positif dans le groupe d'âge des plus de 65 ans au cours de la période 1991-2001. Québec est donc susceptible d'attirer encore davantage de retraités dans les années à venir.

Les hommes sont moins nombreux que les femmes dans la Communauté métropolitaine de Québec mais cela s'explique essentiellement par la présence de femmes âgées qui, comme on le sait, ont une espérance de vie plus élevée. Le rapport de masculinité est de 63 % dans le groupe des gens âgés de 65 ans et plus, soit une part plus grande qu'ailleurs dans les villes comparables du Canada. Comment

expliquer cette différence en apparence curieuse entre des villes de taille et de situation comparables, puisqu'elle n'est pas due à des écarts dans l'espérance de vie qui existeraient entre Winnipeg, Ottawa, Halifax ou Québec? Nous avançons l'hypothèse qu'elle s'explique par la présence à Québec des maisons mères des communautés religieuses féminines qui y regroupent leurs retraitées, souvent en provenance de ce qu'on appelait autrefois la diaspora canadienne-française. Il faut rappeler qu'il y a eu jusqu'à cent communautés religieuses de femmes au Québec seulement, lorsque le sommet a été atteint vers le milieu des années 1950, et que leur personnel est maintenant vieillissant. La surreprésentation des communautés religieuses féminines dans la région de Québec reste à étudier plus en profondeur.

Une nouvelle dépendance

Certaines classes d'âge dépendent des autres pour leur entretien quotidien et leur survie. C'est le cas des enfants et des personnes âgées, qui sont à la charge du reste de la population. Le rapport de dépendance – qui est mesuré par le rapport du nombre de jeunes et de personnes de 65 ans ou plus sur la population âgée de 15 à 64 ans – caractérise la part qu'occupe cette population dépendante dans l'ensemble.

Dans les années 1950, les personnes dépendantes étaient surtout des enfants qui n'avaient pas de ressources économiques propres; dans les années 2000, les personnes dépendantes seront de plus en plus des personnes âgées possédant pour la plupart un patrimoine, ce qui affectera l'impact socio-économique de la dépendance. Le pouvoir économique des personnes âgées, qui est déjà considérable, ira en s'accroissant dans les années à venir car il est connu que l'épargne privée est largement concentrée dans le groupe d'âge au dessus de 50 ans. Le rapport de dépendance doit donc être interprété avec précaution car une partie importante des personnes âgées auront des moyens financiers pour assumer les coûts de leur entretien à la retraite, ce qui était différent pour les enfants dans les années 1950.

Il faut aussi ajouter qu'une partie des personnes ayant dépassé l'âge de la retraite pourront rester actives sur le marché du travail ou encore effectuer des travaux non rémunérés, à titre de bénévoles par exemple, ce qui n'en fait pas une classe d'âge ayant le même type de dépendance que celle des jeunes dans une société marquée par une forte natalité. Enfin, les coûts de santé vont augmenter plus rapidement que les coûts de l'éducation dans ce type de société vieillissante.

Le rapport de dépendance est moins important à Québec, par comparaison avec Montréal et avec la plupart des autres villes canadiennes comparables, mais cela s'explique par la diminution plus marquée de la natalité qu'on y a observée ces dernières années. Dans les années à venir, le poids des personnes âgées aura tendance à s'accroître plus vite que le poids des jeunes, et cette tendance sera plus évidente à Québec. L'organisation spatiale et l'organisation des services devront tenir compte du fait qu'une proportion croissante de la population aura une mobilité plus réduite à cause de l'âge.

Faut-il s'inquiéter du poids financier que représentera dans l'avenir une part grandissante de personnes âgées? La question va de plus en plus préoccuper les décideurs. Pour fixer les idées, il faut préciser que les personnes âgées vont défrayer avec leur propre pouvoir d'achat une partie des dépenses qu'elles vont devoir encourir, notamment pour se loger dans des appartements adaptés à leur condition. Par ailleurs, l'État va récupérer au moment du décès du conjoint survivant l'impôt reporté accumulé dans les REER et les fonds de pension, ce qui représente un énorme réservoir de revenus futurs pour l'État qui va pouvoir ainsi absorber une très large part des coûts supplémentaires associés au vieillissement de la population. On insiste

actuellement dans les discours publics sur ces questions sur le poids que va représenter la population âgée dans l'avenir, mais beaucoup moins sur le fait qu'elle pourra en bonne partie en assumer les coûts.

La création de ménages augmente plus vite que la population

Le nombre de ménages augmente beaucoup plus rapidement que la population. Cette donnée va dans le sens d'une importante tendance qui marque toute la société québécoise où la croissance de la population en 35 ans (1961-1996) a été de 38 % et celle du nombre de ménages, de 137 %. C'est là la source de la crise actuelle du logement qui sévit surtout à Montréal mais aussi à Québec où la demande est très forte. Dans les débats publics, on a beaucoup rappelé que cette crise était due à la faiblesse du nombre des mises en marché de nouveaux logements; or, il faut aussi examiner la croissance de la demande et les facteurs qui sont à la source de la création de ces nouveaux ménages.

Plusieurs facteurs expliquent cet écart entre population et ménages. La hausse du nombre de divorces et la migration des jeunes vers les villes ont contribué à faire augmenter le nombre de nouveaux ménages. L'aide de dernier recours est aussi un facteur qui a fortement encouragé la croissance du nombre de ménages en donnant aux personnes démunies les ressources pour vivre en ménages, le plus souvent seules. L'augmentation de l'espérance de vie amène les personnes âgées à vivre seules plus longtemps dans leurs maisons.

Mais un autre facteur compte plus que tout autre pour expliquer la très forte croissance des ménages, qui paraît même surprenante : l'établissement en ménages des enfants des premières cohortes du « baby-boom » d'après-guerre. Leur départ du foyer entraîne, depuis le début la fin des années 1990, la création de nombreux nouveaux ménages alors que les parents, loin de la retraite de la vie active, restent au foyer familial, une création accélérée qui est donc parallèle à la faiblesse de la croissance de la population totale. Cette tendance durera au moins une bonne quinzaine d'années, soit la période au cours de laquelle les cohortes les plus nombreuses du « baby-boom » ont eu leurs enfants. Il faudra par ailleurs anticiper une décroissance de la demande de logements à plus long terme, lorsque ces mêmes cohortes de « baby-boomers » abandonneront à leur tour les maisons de banlieues qu'ils auront habitées.

Il est prévu que la croissance des ménages va rester fort importante dans les années à venir, plus importante que celle de la population (jusqu'en 1921). Entre 2001 et 2011, 33 individus s'ajouteront chaque année à la population par tranche de 10 000 personnes, mais 101 ménages nouveaux seront créés chaque année par 10 000 habitants, soit trois fois plus.

La création accélérée de nouveaux ménages a été – et est en ce moment – une source de croissance pour l'économie (plus de logements, achat de biens durables dans les foyers, etc.) et elle est venue masquer quelque peu l'impact sur l'économie de la région immédiate de Québec qu'aurait dû avoir la faiblesse de la croissance de la population ces dernières années. En maintenant des ménages plus nombreux, et pour une part plus petits, les individus devront consommer davantage certains types de biens et services typiques qui assureront une partie de la croissance (lignes téléphoniques et câble, entretien et rénovation de logements, équipement ménager, etc.).



Un nouveau défi : l'équilibre Québec-Montréal

Les villes de Québec et de Montréal ont souvent été dans le passé en compétition sur plus d'un plan. Cœur économique et culturel de la société québécoise, Montréal est six fois plus peuplée que Québec, la capitale politique. La tentation est donc grande de déplacer vers la métropole certaines activités politiques liées à la gouverne des affaires publiques, et les autorités municipales de la ville de Québec s'inquiètent de temps à autre des effets de tels déplacements.

Plusieurs indicateurs montrent qu'il y a risque de déséquilibre encore plus marqué entre les deux villes dans un proche avenir. Depuis quinze ans, la croissance de la population est plus rapide dans la région montréalaise que dans la région immédiate de Québec pour trois raisons. Tout d'abord, Montréal connaît un taux de natalité un peu plus élevé que la moyenne et surtout, plus élevé que celui de la RMR de Québec, notamment parce que les familles immigrantes d'arrivée récente ont davantage d'enfants. Par ailleurs, la RMR de Québec attire moins d'immigrants internationaux et interprovinciaux que la métropole. Enfin, la mobilité géographique interne entre les régions québécoises favorise nettement Montréal qui connaît un solde migratoire nettement positif ces dernières années. Ces trois facteurs conjugués vont accroître dans un proche avenir l'écart de population déjà considérable entre les deux cités.

Il faut noter que le solde migratoire interrégional de la RMR de Québec est négatif par rapport à la région montréalaise. Entre 1991 et 2001, 20 834 individus ont quitté la RMR de Québec pour aller vivre dans la région de Montréal, comparativement à 9 672 personnes qui ont fait le chemin inverse. L'écart est aussi négatif, mais moins important, avec la Montérégie, la ville de Laval et la RMR de Lanaudière. L'agglomération montréalaise exerce un important effet d'attraction sur les résidents de la région de Québec, un effet qui est cependant contrebalancé en partie par le pouvoir d'attraction que Québec exerce de son côté – on l'a vu plus haut – sur d'autres régions dans sa propre périphérie et les régions éloignées à l'Est.

La diversité des modes de vie

Les modes de vie familiaux et non familiaux sont de plus en plus diversifiés, tant sur le plan synchronique – coupe transversale – que diachronique, c'est-à-dire au cours du cycle de vie des individus. Les familles avec enfant présent au foyer représentent moins de la moitié des ménages et l'unité de vie typique dans la société n'est plus la famille dite traditionnelle (deux parents et au moins un enfant présent). Les couples sans enfant présent représentent maintenant une catégorie de ménages en plus forte croissance de même que les ménages formés de personnes seules. Il s'ensuit donc que les ménages comptent moins de membres.

L'enfant occupe un espace plus limité qu'auparavant dans la vie des adultes parce qu'ils en ont moins. Moins de la moitié des adultes vivent en ce moment en présence quotidienne d'enfants dans leur ménage. Les adultes de la première moitié du siècle passaient la majeure partie de leur vie à s'occuper d'enfants, après avoir eux-mêmes été élevés dans des familles nombreuses. Le rapport à l'enfant est l'un des changements majeurs qui caractérise les modes de vie contemporains.

Les modes de vie changent avec le départ des enfants et il paraît en conséquence nécessaire de distinguer les familles et les couples sans enfant présent au quotidien. Après le départ des enfants du foyer, la famille devient un réseau et non plus une unité de vie au sens strict. En fait, il s'agit là d'une mutation majeure qui n'a pas assez retenu l'attention. La famille au sens sociologique a maintenant deux formes bien distinctes : la famille institution – celle dans laquelle l'enfant est en interaction

quotidienne avec ses parents ou au moins l'un d'eux – et la famille réseau, celle qui est formée de liens maintenus entre membres consanguins mais appartenant à des ménages différents. La famille réseau recoupe ce qu'on appelait autrefois la famille étendue.

Ce qui frappe dans les nouveaux modes de vie, c'est le fait qu'une proportion croissante d'individus vivent dans des unités (ou des ménages) de plus petite taille, très souvent seuls ou encore en couples. Les jeunes couples ont peu d'enfants et leurs ménages sont donc aussi de taille plus réduite par rapport aux familles nombreuses d'autrefois.

Par ailleurs, même si l'unité de vie est de taille réduite, la surface de l'espace habité peut, quant à elle, augmenter. C'est le cas en ce moment dans les banlieues plus anciennes de Sainte-Foy, à Sillery, ou encore dans les quartiers de Lévis, Beauport et Charlesbourg construits dans les années 1950 et 1960, qui sont occupés par une population vieillissante composée de personnes encore en âge de conserver leurs maisons mais qui en sont rendus à la phase du nid vide, après le départ de leurs enfants qui laissent derrière eux une grande maison occupée par moins de personnes.

Familles et ménages ne se recoupent plus aussi étroitement, ce qui a des implications pour les politiques municipales ou les politiques publiques de l'État (système de garde d'enfants, écoles de quartier, politiques de santé, etc.).

Enfin, on peut avancer qu'il y a moins de ménages pauvres mais aussi moins de ménages riches dans la RMR de Québec que dans l'ensemble de la société québécoise. La population y est un peu plus scolarisée et on y compte davantage de ménages propriétaires de leur logement. Bref, une part plus grande qu'ailleurs des ménages seraient de classe moyenne dans la RMR de Québec.

CONCLUSION

Les idées mènent le monde, avance avec raison le sage. Mais il ne faudrait pas oublier que les bases morphologiques de ce même monde constituent aussi d'importantes forces qui l'entraînent. Au terme de l'examen qui vient d'être fait d'un certain nombre de tendances marquantes du tissu social de la RMR de Québec, il nous semble que le principal défi qu'aura à relever la RMR de Québec dans les dix prochaines années est un défi démographique. Tous les changements décrits plus haut seront autant de contraintes qui vont peser sur le devenir de la ville et de la région de Québec.

La région de Québec n'a pas encore vraiment pris conscience de l'énorme défi que présente l'évolution actuelle de sa démographie, en particulier parce qu'un certain nombre de tendances sont masquées temporairement par d'autres phénomènes qui retiennent l'attention. Par exemple, la RMR de Québec perd une partie de sa jeunesse, mais cette perte est largement compensée par l'arrivée de jeunes en provenance de régions périphériques qui ne pourront pas toujours jouer ce rôle, sans parler des conséquences négatives que ces départs ont dans ces mêmes régions. Ou encore, la création de nouveaux ménages continue d'être plus forte que la croissance de la population, ce qui masque les conséquences économiques qu'a et qu'aura dans le proche avenir la décroissance de la population.

La faiblesse du niveau de l'immigration internationale est l'une des grandes questions qui devra occuper le devant de la scène dans les prochaines années. Des villes de taille moyenne comme Halifax, Winnipeg ou Ottawa tirent mieux leur épingle du jeu que Québec. Comment expliquer cet écart? L'immigration n'est pas la panacée qui va régler tous les maux de la région, c'est entendu, mais une action dynamique sur ce plan devra faire partie des politiques de développement susceptibles de contrer les effets négatifs de la dépopulation appréhendée.

LES LIENS ENTRE L'ÉCONOMIE ET LA DÉMOGRAPHIE : LE CAS DE LA COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE QUÉBEC

Pierre Mainguy, économiste
Cégep François-Xavier-Garneau

L'apparition de nouvelles données démographiques est souvent l'occasion pour une agglomération comme Québec de faire le point sur son évolution et sur sa destinée comme société. L'Institut de la statistique du Québec (ISQ) vient de réaliser, pour le compte de la Commission de la capitale nationale du Québec (CCNQ) et du ministère des Affaires municipales et de la Métropole (MAMM), le portrait 2001 de la Communauté métropolitaine de Québec (CMQ). Sur bien des aspects, le portrait tracé par l'ISQ est plutôt sombre : entre 1996 et 2001, la population de la CMQ a crû moins rapidement que celle du Québec; elle est aussi plus vieillissante; on prédit même qu'à partir de 2021, elle ne croîtra presque plus. D'autres données tirées de ce portrait sont par contre encourageantes, notamment celles qui concernent l'activité économique de ce territoire. Le texte qui suit s'attarde à comprendre ce qui s'est passé au cours des dernières années dans la CMQ au point de vue économique : Comment la structure économique de l'agglomération de Québec a-t-elle évolué depuis 1996? Ce territoire a-t-il été marqué par une conjoncture économique particulière au cours des dernières années? Y a-t-il des liens à établir entre structure, conjoncture et démographie?

La structure économique de Québec

L'étude de l'ISQ trace un portrait de la répartition des emplois selon les industries et montre l'évolution de cette répartition de 1986 à 2001. Pour être capable d'apprécier la situation qui y est décrite et l'importance des changements qu'on y a notés, il faut d'abord saisir la structure¹ économique particulière de l'agglomération de Québec et distinguer ses principales bases² économiques.

Le tableau 1, compilé à partir des données fournies³ par l'ISQ, permet de découvrir les particularités de la structure économique de la RMR de Québec, de celles de la RMR de Montréal et de l'ensemble québécois, en les comparant à la structure économique de l'ensemble canadien. Ce tableau présente la répartition des emplois en pourcentage

1. La structure économique d'un territoire, c'est la façon dont les emplois y sont répartis entre les différentes activités de production.
2. Une activité économique de base est une activité dont le produit est exporté à l'extérieur du territoire. Elle est source d'entrée d'argent pour le territoire et, ce faisant, elle est un moteur économique.
3. Les données de l'Enquête sur la population active (EPA) ont été préférées à celles du recensement parce qu'elles étaient les seules disponibles pour les années 1997-2001. On sait que les données de l'EPA ont le défaut de comporter une marge d'erreur plus grande lorsqu'elles concernent les régions administratives ou les agglomérations plutôt que les provinces ou l'ensemble canadien, car l'échantillon est alors de plus petite taille. C'est ce qui amène les données à évoluer parfois en dent de scie. Cependant, le tableau 1 évite ce problème en utilisant les moyennes sur plusieurs années. On utilise la moyenne 1987-1995 pour établir la structure, puis, la moyenne 1997-2001 pour découvrir les changements de cette structure par rapport à la période précédente.



dans chacune de ces économies sous forme d'indice⁴ où la base de comparaison est la donnée de l'ensemble le plus large, le Canada. Il contribue aussi à mettre en évidence les bases économiques de la RMR de Québec et de la RMR de Montréal.

Tableau 1 : Répartition moyenne des emplois (1987-1995) et (1996-2001) selon les principaux secteurs d'activité, pour la RMR de Québec, la RMR de Montréal et le Québec, exprimée sous forme d'indice en rapport avec les données canadiennes

	Canada		RMR de Québec		RMR de Montréal		Le Québec	
	Répartition moyenne (1987-1995) des emplois par secteur d'activité au Canada en % du total	Répartition moyenne (1996-2001) des emplois par secteur d'activité au Canada en % du total	Indice de la RMR de Québec (% moyen 1987-95 au Canada = 100)	Indice de la RMR de Québec (% moyen 1996-2001 au Canada = 100)	Indice de la RMR de Montréal (% moyen 1987-95 au Canada = 100)	Indice de la RMR de Montréal (% moyen 1996-2001 au Canada = 100)	Indice pour le Québec (% moyen 1987-95 au Canada = 100)	Indice pour le Québec (% moyen 1996-2001 au Canada = 100)
Emploi total	100,0%	100,0%						
Production de biens	27,7%	25,9%	55,5	55,8	93,5	90,9	101,3	101,9
Agriculture	3,5%	2,8%	22,2	22,8	14,2	13,6	65,26	9,1
Foresterie, pêche, mines et extraction de pétrole et de gaz	2,3%	2,0%	29,7	30,5	12,1	11,0	62,1	61,5
Services publics	1,0%	0,8%	81,8	87,0	94,7	108,4	97,0	107,9
Construction	5,8%	5,4%	87,9	68,9	81,1	64,1	89,0	74,8
Fabrication	15,1%	14,9%	54,5	60,5	128,7	124,7	120,5	122,9
Services	72,3%	74,1%	117,1	115,5	102,5	103,2	99,5	99,3
Commerce	15,9%	15,5%	104,2	103,0	106,3	105,7	101,3	101,5
Transport et entreposage	5,0%	5,1%	76,5	78,6	119,6	104,6	99,2	95,3
Finance, assurances, immobilier et location	6,4%	6,1%	117,8	125,1	113,0	106,8	94,4	93,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	4,5%	6,0%	97,3	108,1	112,7	121,1	86,3	91,1
Gestion d'entreprises, services administratifs et autres services de soutien	2,5%	3,4%	92,5	93,6	104,8	102,7	89,6	88,8
Services d'enseignement	6,7%	6,6%	112,6	118,7	94,1	100,5	100,0	102,2
Soins de santé et assistance sociale	10,0%	10,2%	130,8	127,6	101,4	99,4	106,7	104,9
Information, culture et loisirs	4,0%	4,4%	87,4	82,0	109,5	123,9	90,2	95,4
Hébergement et services de restauration	5,9%	6,4%	114,5	106,1	88,4	86,8	96,9	93,2
Autres services	4,8%	4,8%	122,4	102,6	99,0	95,9	107,0	103,8
Administrations publiques	6,4%	5,5%	203,9	219,6	82,7	90,6	104,5	112,2

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, Institut de la statistique du Québec, Compilation de l'auteur.

4. L'indice permet de comparer rapidement les données. Un indice de 120 pour un territoire et pour un secteur d'activité donnés signifie qu'il y a sur ce territoire pour ce secteur d'activité une proportion d'emplois qui est 20 % supérieure à celle de l'ensemble canadien.

Une économie dominée par les services

Les données du tableau 1 confirment que l'agglomération de Québec a plus que les autres une économie axée sur les services. En effet, l'indice de 117,1 pour la période 1987-1995 révèle que ce grand secteur d'activité est 17,1 % plus important à Québec qu'au Canada. En contrepartie, la production des biens occupe dans la capitale québécoise une proportion de personnes qui équivaut à 55,5 % de la proportion canadienne.

En détaillant ces observations, on remarque, dans la production des biens, que les activités de fabrication sont particulièrement faibles à Québec, car là aussi le pourcentage d'emplois ne représente que 55 % de la moyenne canadienne. Même si certaines activités manufacturières peuvent constituer des bases économiques pour Québec, il n'est pas possible de les faire ressortir, car les données sont regroupées dans un seul grand secteur, la « fabrication ». D'autre part, le territoire très urbanisé de la RMR de Québec tout comme celui de la RMR de Montréal laisse très peu de place aux activités du primaire. Leurs indices en ce domaine, qui ne dépassent pas 30, confirment cette réalité.

L'observation attentive des indices permet de faire ressortir que les principales bases économiques⁵ de l'agglomération de Québec sont du côté des services. La plus importante est l'**administration publique** (203,9) où la concentration d'emplois y est deux fois plus importante que dans la situation canadienne. Une bonne partie des fonctionnaires de Québec produisent en effet des services pour l'ensemble de la population du Québec⁶. On remarque aussi que les « **soins de santé** » (130,8) constituent une activité de services où la capitale québécoise est fortement exportatrice. La population de tout l'est du Québec utilise les soins spécialisés des grands hôpitaux de Québec. C'est aussi le cas dans les « **services d'enseignement** » (112,6) où les jeunes de l'est du Québec viennent étudier dans les cégeps et les universités de la capitale (surtout à l'Université Laval). L'économie de la RMR de Québec est également orientée vers le **tourisme** où l'activité « hébergement et restauration » (114,5) présente une concentration d'emplois supérieure à la moyenne canadienne. Enfin, le secteur « finance, **assurances**, immobilier et location » (117,8) est une autre activité exportatrice de Québec, surtout parce que le secteur des assurances de personnes y est très développé. Force est de constater, par contre, que les activités culturelles n'occupent pas à Québec la place qu'on souhaiterait pour une capitale. L'indice révèle la faiblesse de ce secteur relativement à l'ensemble canadien. Les emplois culturels occupent une proportion moindre de gens à Québec (87,4) qu'au Canada et moindre que dans l'ensemble du Québec (90,2).

Les bases économiques de Montréal

Les bases économiques de la RMR de Montréal sont très différentes de celles de Québec. En effet, à Montréal, l'**activité manufacturière** est relativement plus forte que dans l'ensemble du Canada avec un indice de 128,7 entre 1987 et 1995. Cette

5. La répartition des emplois au Canada donne une bonne indication des besoins exprimés par les entreprises et les ménages de ce pays. Lorsqu'une collectivité au sein de cet ensemble (par exemple, la RMR de Québec) a dans un secteur d'activité une concentration d'emplois supérieure à celle du Canada (par exemple, 5 % d'emplois dans l'assurance, alors qu'au Canada, il n'y en aurait que 3 %), on peut en déduire que cette collectivité a développé une spécialisation et que l'excédent d'emplois dans ce secteur particulier sert à produire des biens et services qui seront vendus aux autres collectivités. La distinction des secteurs qui sont en excédent par rapport au grand ensemble permet de préciser simplement et rapidement les bases économiques d'une collectivité locale ou régionale.

6. Voir à cet effet l'étude de la CCNQ, *L'industrie gouvernementale au cœur des bases économiques de l'agglomération de la capitale*, document n° 12, février 2000.

activité est une des bases économiques importantes de l'agglomération de Montréal. Dans la RMR de Montréal, les services considérés dans leur ensemble sont à peu près proportionnels à la situation canadienne (102,5). Cependant, l'économie de Montréal présente certaines concentrations d'emplois dans quelques activités du tertiaire. C'est le cas d'abord dans le domaine « **transport et entreposage** » où l'indice est de 119,6. On reconnaît ensuite le **centre financier** qu'est Montréal puisque les activités financières, immobilières et d'assurances y ont un indice de 113,0. On trouve également sur ce territoire d'importantes concentrations d'emplois dans les activités de « **services professionnels, scientifiques et techniques** » et dans les services de gestion et de **soutien aux entreprises**, où les indices montréalais sont respectivement de 112,7 et 104,8. Enfin, on constate la force de Montréal dans les **productions culturelles**, car la métropole affiche une concentration d'emplois presque 10 % supérieure à la moyenne canadienne et presque 20 % supérieure à la moyenne québécoise dans les activités « information, culture et loisirs ».

La structure économique en évolution

La structure économique de la région de Québec a évolué au cours de la période 1996-2001, en partie au rythme des changements structurels qui influençaient l'économie canadienne et l'économie québécoise, et en partie en fonction de mouvements qui la concernaient plus particulièrement. Il ne faut pas oublier que, dans les constats qui suivent, les changements observés sont toujours des changements relatifs à l'ensemble de l'économie canadienne.

Voilà pourquoi on fait d'abord ressortir, à l'aide du tableau 1, les tendances récentes propres à l'économie canadienne et propres sans doute aux économies modernes : la production des biens perd du terrain (de 27,7 % à 25,9 %) au profit des services (de 72,3 % à 74,1 %). À l'intérieur de la production des biens, l'agriculture et les activités d'extraction voient leur importance diminuer plus rapidement que les activités de construction et de fabrication. Dans le secteur des services, certaines activités occupent moins de place (commerce, finance et administrations publiques) alors que d'autres en occupent davantage (services professionnels, soutien aux entreprises, activités culturelles et tourisme). Enfin un certain nombre ont une importance plutôt stable; c'est le cas du transport, de l'enseignement et de la santé.

Des changements notables à Québec

Plusieurs changements survenus dans la structure économique de l'agglomération de Québec au cours de la période 1996-2001 sont dignes de mention. D'abord, dans le secteur de la production des biens, cette agglomération gagne du terrain du côté des services d'utilité publique⁷ (l'indice passe de 81,8 à 87,0), mais elle perd beaucoup de terrain du côté de la construction (de 87,9 à 68,9). Est-ce le résultat de la très mauvaise performance de l'industrie de la construction au cours de cette période dans l'ensemble du Québec, alors que les taux d'inoccupation des différents types d'immeubles étaient élevés? Cette évolution est en effet en tous points conforme à ce qui est constaté pour l'ensemble du Québec et pour Montréal. Par contre, on voit maintenant qu'à Québec le secteur de **la fabrication occupe une plus grande place au sein de cette économie**, car son indice passe de 54,5 à 60,5. En somme, la concentration d'emplois de cette agglomération dans le secteur manufacturier est toujours inférieure à la moyenne canadienne, mais de seulement 39,5 % au lieu de 45,5 % comme à la période précédente. Cet essor du manufacturier à Québec est

7. Gaz, eau, électricité.



d'autant plus remarquable qu'en même temps la progression du Québec dans ce secteur a été plus faible (de 120,5 à 122,9) et que Montréal y a régressé (de 128,7 à 124,7).

Comment les bases économiques de la RMR de Québec, concentrées dans les services, ont-elles évolué dans cette deuxième moitié de décennie? On note d'abord un nouveau **progrès** du secteur financier (de 117,8 à 125,1), orienté à Québec vers **l'assurance**. Les activités d'**enseignement** sont également **en progression** avec un indice passant de 112,6 à 118,7. On peut aussi dire qu'avec une concentration d'emplois encore à 27,6% au-dessus de la moyenne canadienne, le secteur de **la santé se maintient** (elle était 30,8% au-dessus dans la période précédente). Les **activités touristiques** connaissent par contre une **baisse relative** car l'indice de concentration des emplois dans ce secteur passe de 114,5 à 106,1. Ce secteur a connu une très forte croissance au Canada, ce qui a pour effet de transformer en diminution la légère croissance qu'a connue Québec. Enfin, on peut dire que **l'industrie gouvernementale** présente une concentration d'emplois **en progression relative** entre 1996 et 2001, son indice passant de 203,9 à 219,6. Si cette progression a pour effet d'étonner, elle peut s'expliquer du fait que, déjà en 1996, les deux tiers des coupes d'emplois de la fonction publique québécoise avaient été appliquées et parce qu'en fin de période on a ramené l'effectif gouvernemental à 105 191 personnes, soit 819 de plus que ce qu'il était en mars 1996⁸. L'aspect relatif de la progression s'explique aussi parce qu'en même temps, sur le plan canadien, les emplois d'administration publique passaient de 6,4% à 5,5% du total.

La diversification économique marque des points à Québec

Le secteur manufacturier a connu des progrès, on l'a mentionné, mais la structure économique de l'agglomération de Québec révèle aussi, pour la période 1995-2001, une **progression des « services professionnels, scientifiques et techniques »** dont la concentration d'emplois était de 6,7% inférieure à la moyenne canadienne et qui est maintenant de 8,1% supérieure à cette moyenne. La capitale québécoise serait donc devenue exportatrice en ce domaine. On remarque également une légère **progression des services aux entreprises** dont l'indice passe de 92,5 à 93,6. On sait qu'une partie de la tertiarisation de l'économie (croissance des services) est quelque peu artificielle. C'est le cas de ces deux derniers secteurs, car il s'agit d'activités qui étaient autrefois réalisées par le secteur manufacturier lui-même, mais qui, parce qu'elles sont confiées en sous-traitance à des firmes professionnelles ou à des firmes de services aux entreprises, sont maintenant comptées dans le tertiaire. Cependant, dans la RMR de Québec, les progrès de ces deux secteurs d'activité sont tout de même significatifs parce qu'ils se sont révélés au-delà de la forte progression enregistrée au Canada (où leurs parts combinées passent de 7,5% à 9,4% du total des emplois).

On peut considérer cet essor dans la « fabrication », les « services professionnels » et dans les « services aux entreprises » comme un premier résultat des activités d'intervention en développement économique qui ont été pratiquées sur ce territoire. On connaît les efforts importants consacrés par l'agglomération de Québec au transfert technologique et à la diversification de son économie entre 1996 et 2001, grâce à l'appui des gouvernements, notamment du gouvernement du Québec (politique relative à la capitale, création des CDTI et CNDT, création de la Cité de l'optique, etc.).

8. CCNQ, *Profil de localisation de l'effectif des dirigeants des bureaux centraux des ministères et des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2000*, document n° 14, janvier 2001, p. 22.

Les changements structurels à Montréal

Certaines bases économiques de Montréal ont régressé entre 1996 et 2001 : le secteur de la « fabrication » (tel que mentionné plus haut), mais aussi le secteur « transport et entreposage » (de 119,6 à 104,6) ainsi que le secteur financier (de 113,0 à 106,8). En contrepartie, le secteur des services professionnels a connu une hausse importante (de 112,7 à 121,1) et le secteur des productions culturelles (de 109,5 à 123,9) apparaît comme une base économique en affirmation constante au sein de l'économie montréalaise.

La conjoncture économique

L'étude de l'ISQ présente les statistiques de la population active dans la RMR de Québec et dans quelques agglomérations canadiennes. On cherche cette fois à savoir dans quelle mesure les secteurs d'activité économique de la capitale réussissent à procurer adéquatement de l'emploi à la population en âge de travailler. Plus un territoire est performant sur le plan économique, plus il devrait réussir à attirer les ressources humaines des autres territoires. Cependant, si l'on veut bien comprendre l'évolution démographique d'un territoire, le plus important n'est pas de connaître sa performance économique en soi, mais plutôt sa performance comparative face aux autres ensembles.

Tableau 2: Statistiques sur la population active, l'emploi, le chômage et l'inflation au Canada, entre 1987 et 2001

	Moyenne 87-89	Moyenne 90-92	Variation 90-92 /87-89	Moyenne 93-95	Variation 93-95 /90-92	Moyenne 96-98	Variation 96-98 /93-95	Moyenne 99-2001	Variation 99-01 /96-98
Pop. 15 ans et plus (en 000)	20621,8	21541,6	4,5%	22448,7	4,2%	23353,7	4,0%	24290,6	4,0%
Pop. active (en 000)	13778,9	14311,1	3,9%	14627,1	2,2%	15156,7	3,6%	15988,9	5,5%
Emploi (en 000)	12672,5	12898,2	1,8%	13108,7	1,6%	13792,5	5,2%	14839,2	7,6%
Temps plein (en 000)	10540,6	10577,7	0,4%	10608,5	0,3%	11163,1	5,2%	12134,2	8,7%
Temps partiel (en 000)	2131,9	2320,5	8,8%	2500,2	7,7%	2629,4	5,2%	2705,0	2,9%
Chômeurs (en 000)	1106,5	1412,9	27,7%	1518,3	7,5%	1364,3	-10,1%	1149,8	-15,7%
Pop. inactive (en 000)	6842,9	7230,6	5,7%	7821,7	8,2%	8196,9	4,8%	8301,6	1,3%
Taux de chômage (en %)	8,0	9,9	22,8%	10,4	5,4%	9,0	-13,5%	7,2	-20,0%
Taux d'activité (en %)	66,8	66,4	-0,5%	65,2	-1,9%	64,9	-0,4%	65,8	1,4%
Taux d'emploi (en %)	61,4	59,9	-2,4%	58,4	-2,6%	59,1	1,1%	61,1	3,4%
Taux d'inflation (en %)	4,5	4,0	-11,1%	1,4	-65,0%	1,4	0,0%	2,2	57,1%

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*,
Institut de la statistique du Québec,
Compilation de l'auteur.

La trame de fond : la conjoncture canadienne

Le tableau 2 présente plusieurs variables tirées de l'EPA⁹ qui permettent de passer en revue la conjoncture économique canadienne à travers cinq périodes de trois ans entre 1987 et 2001. C'est à partir de cette tendance de fond influençant toutes les agglomérations canadiennes que les performances de chacune pourront être évaluées correctement.

9. Encore une fois, les données de l'Enquête sur la population active (EPA) ont été préférées à celles du recensement parce qu'elles étaient les seules disponibles pour les années 1997-2001. Pour contourner la marge d'erreur plus grande des données de l'EPA lorsqu'elles concernent les régions administratives ou les agglomérations, le tableau 2 présente l'évolution des données moyennes par périodes de trois ans entre 1987 et 2001.

La **période 1987-1989** correspond à la fin de la période de **forte croissance** économique qu'a connue le Canada tout de suite après la crise économique de 1982. Le taux de chômage était historiquement bas (8 %) et le taux d'activité élevé (66,8 %). Cependant, en 1989, on craignait une reprise de l'inflation.

La **période 1990-1992** a surtout été marquée par une **récession**, alors que le produit intérieur brut (PIB) diminua de 1 % en 1990 et en 1991. Cette crise économique fut provoquée par la décision de la Banque du Canada d'augmenter les taux d'intérêt afin de mater toute manifestation d'inflation. Les ménages et les entreprises ont donc diminué leurs dépenses et le nombre de chômeurs a augmenté de 300 000. La situation difficile amena certaines personnes à ne plus chercher d'emploi et le taux d'activité diminua à son tour.

La **période 1993-1995** peut être décrite comme un moment de **reprise très lente**. L'inflation fut maîtrisée (1,4 %), mais les taux d'intérêt devaient demeurer très élevés, car le gouvernement fédéral connaissait d'importants déficits (40 milliards \$) qui l'obligeaient à emprunter de plus en plus à l'étranger. C'est à ce moment que les gouvernements amorcèrent les coupures budgétaires. Le PIB augmenta, mais pas suffisamment, car la population active augmenta plus rapidement (+ 2,2 %) que les emplois (+ 1,6 %). En conséquence, le taux de chômage fut en hausse et le taux d'activité diminua encore.

La **période 1996-1998** a été une période de **véritable reprise** surtout alimentée par la demande extérieure. En effet, l'économie américaine était en pleine croissance et les exportations canadiennes aux États-Unis étaient en forte progression. La demande intérieure tira encore de la patte car les taux d'intérêt réels (taux d'intérêt moins taux d'inflation) étaient encore élevés et les gouvernements étaient toujours en périodes de coupures budgétaires. Cette fois, la croissance de l'emploi fut plus forte (+ 5,2 %) que la croissance de la population active (+ 3,6 %) et le taux de chômage descendit de 10,4 % à 9,0 %. L'inflation était toujours sous contrôle à 1,4 %.

La **période 1999-2001** fut une période de **forte croissance** économique. Le budget fédéral connaissait un équilibre et même des surplus, ce qui permit à ce gouvernement de réinjecter quelques sommes d'argent dans l'économie. Les taux d'intérêt étaient au plus bas des quarante dernières années et la demande intérieure privée (consommation et investissements) apporta son support à la croissance du PIB. La croissance des emplois (+ 7,6 %) dépassa plus que jamais la croissance de la population active (+ 5,5 %), même si, pour la première fois depuis quinze ans, le taux d'activité était en croissance. Le taux de chômage tomba à 7,2 %, un taux historiquement très bas. L'inflation remonta légèrement à 2,2 %, soit au-dessus du point central de la fourchette acceptée par la Banque du Canada (entre 1 % et 3 %).

L'économie du Québec bat au rythme du Canada

La situation économique conjoncturelle au Québec a évolué, entre 1987 et 2001, au rythme de la conjoncture canadienne. En tout cas, les principaux indicateurs du marché de l'emploi y ont progressé et régressé tout au long de la période d'observation en parallèle presque parfait avec les indicateurs canadiens. On remarque cependant qu'en général, le taux de chômage du Québec a toujours été 20 % au-dessus du taux canadien. À l'inverse, son taux d'activité et son taux d'emploi furent régulièrement inférieurs (de 4 % et de 6 % respectivement) aux taux canadiens correspondants. La faiblesse de ces indicateurs de performance au Québec explique en partie le fait que la population des 15 ans et plus y ait progressé moins vite que dans le reste du Canada entre 1987 et 2001, sa part du total canadien passant de

25,90 % à 24,45 % au cours de cette période. Ce n'est qu'après cette période que la situation québécoise s'est améliorée par rapport à la situation canadienne.

Les économies de Québec et de Montréal ont leur propre rythme

Les caractéristiques du marché du travail des agglomérations de Québec et de Montréal pour la période 1987-2001 sont présentées au tableau 3¹⁰. Les deux agglomérations se sont nettement distinguées, chacune à son tour, de la moyenne québécoise. L'évolution du rythme de leur économie explique d'ailleurs une partie importante des différences dans l'évolution de leur portrait démographique.

Au cours de la période 1987-1989 (forte croissance), les économies de Québec et de Montréal allaient très bien, car leurs taux de chômage étaient en bas du taux québécois, soit très en bas pour Québec (indice de 84,0) et un peu en bas pour Montréal (98,6). Pour les Montréalais, cependant, la participation au marché du travail et le taux d'emploi étaient supérieurs (103,8 et 103,9) aux données québécoises, alors que dans la capitale ces taux étaient très proches de ces données nationales (99,3 et 101,0).

Tableau 3 : Taux de chômage, taux d'activité et taux d'emploi dans la RMR de Québec et dans la RMR de Montréal présentés en valeur et sous formes d'indices en rapport avec les données québécoises correspondantes, 1987-2001

RMR de Québec	Moyenne 1987-1989		Moyenne 1990-1992		Moyenne 1993-1995		Moyenne 1996-1998		Moyenne 1999-2001	
	Taux	Indice (Taux québécois = 100)								
Pop. 15 ans et plus (en % du total québécois)	9,31%		9,48%		9,56%		9,54%		9,50%	
Taux de chômage	8,2%	84,0	9,6%	81,8	11,0%	89,2	10,0%	89,0	8,1%	91,7
Taux d'activité	63,3%	99,3	65,9%	103,9	63,7%	102,4	63,0%	101,3	63,3%	100,2
Taux d'emploi	58,1%	101,0	59,6%	106,4	56,7%	103,9	56,8%	102,8	58,2%	100,9
RMR de Montréal	Moyenne 1987-1989		Moyenne 1990-1992		Moyenne 1993-1995		Moyenne 1996-1998		Moyenne 1999-2001	
Pop. 15 ans et plus (en % du total québécois)	47,64%		47,36%		47,23%		47,10%		47,15%	
Taux de chômage	9,6%	98,6	12,0%	102,6	12,7%	103,0	10,9%	97,0	8,2%	92,8
Taux d'activité	66,2%	103,8	65,4%	103,1	63,8%	102,6	64,2%	103,3	65,5%	103,6
Taux d'emploi	59,8%	103,9	57,5%	102,7	55,7%	102,1	57,2%	103,6	60,2%	104,3

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, Institut de la statistique du Québec, Compilation de l'auteur. En période de crise, Québec s'en tire mieux,...

Au cours de la période de crise économique (1990-1992) ou de reprise lente (1993-1995), les taux de chômage augmentèrent partout. À Québec, la crise se fit pourtant moins sentir, car le taux de chômage fut alors bien inférieur (81,8) au taux du Québec et le taux d'activité passa au-dessus de la moyenne nationale (103,9). Entre 1993 et 1995, à cause du début des coupes d'effectifs de la fonction publique, le taux de chômage monta plus qu'ailleurs à Québec, mais il demeura tout de même

10. Les données du marché du travail sont présentées au tableau 3 en valeurs réelles, puis sous formes d'indices calculés cette fois sur la base du total québécois. Les RMR de Québec et de Montréal appartenant au Québec, il valait donc mieux, pour comparer leurs performances, calculer ces indices en rapport avec la performance économique du Québec.

plus bas (89,2) que celui du Québec. Au cours de ces six années de mauvaise conjoncture, Montréal, dont l'économie repose essentiellement sur le secteur privé, vit son taux de chômage passer au-dessus (102,6 et 103,0) de celui du Québec. Mais ce qui décrit le mieux la performance relativement meilleure de l'agglomération de Québec tout au long de cette période pourtant difficile, ce sont ses indices d'emplois supérieurs (106,4 et 103,9) à ceux de Montréal (102,7 et 102,1).

Avec la reprise, Montréal se distingue

On assista, par contre, à un revirement complet de la position relative des deux économies au cours des périodes 1996-1998 (véritable reprise) et 1999-2001 (forte croissance). Les taux de chômage et les taux d'emploi s'améliorèrent partout, mais ils s'améliorèrent davantage à Montréal qu'à Québec. Entre 1999 et 2001, on constata, pour la première fois au cours des 15 ans, un taux de chômage à Montréal (8,2 %) aussi bas qu'à Québec (8,1 %). En plus, le taux d'emploi à Montréal a atteint un sommet (60,2 %) depuis 1987 et il est devenu bien supérieur (104,3) au taux du Québec. Au même moment, celui de la RMR de Québec fut à peine plus haut (100,9) que le taux national. Enfin, les taux d'activité à Québec ont même été au cours des deux dernières périodes (entre 1996 et 2001) plus bas (63,0 % et 63,3 %) qu'ils ne l'avaient été pendant les deux périodes de mauvaise conjoncture (65,9 % et 63,7 %). Cela peut être dû aux mises à la retraite anticipées des secteurs publics et parapublics qui ont affecté cette économie proportionnellement plus que les autres au cours de cette période.

Économie et démographie

Les caractéristiques structurelles d'une économie régionale évoluent lentement et à long terme. Elles peuvent influencer la structure démographique (répartition par groupe d'âge) de ce territoire. Ces effets seront les mêmes à chacune des périodes, tant que la structure économique n'aura pas changé. En contrepartie, la conjoncture économique évolue rapidement. Les changements conjoncturels ont presque toujours un impact sur les changements démographiques. Ceux-ci peuvent même changer de direction.

L'enseignement supérieur et la surreprésentation des 15-24 ans

En analysant la distribution de la population par groupes d'âge ainsi que les mouvements migratoires par groupes d'âge, on peut confirmer un premier lien entre économie et démographie. L'étude de l'ISQ révèle qu'en 2001 le groupe des 15-24 ans représentait une portion de la population totale plus grande à Québec (7,5 %) que dans l'ensemble du Québec (6,7 %). Ce phénomène est effectivement lié à la structure économique de la RMR de Québec, car, tel que relaté plus haut, une des bases économiques de ce territoire repose sur les « services d'enseignement » qui sont « exportés » par les cégeps et l'Université Laval aux populations des autres régions. Au cours des années 1990, 40 % des quelque 19 000 étudiants de 24 ans et moins de l'Université Laval venaient de l'extérieur de la région immédiate de Québec¹¹. On note d'ailleurs une proportion du même ordre pour les quelque 22 000 étudiants des cégeps de l'agglomération.

11. Cette information a été obtenue de la responsable des statistiques au bureau du registraire de l'Université Laval. On apprenait également de cette information que 43 % des quelque 12 000 étudiants de l'Université Laval âgés entre 25 et 39 ans venaient de l'extérieur de la région immédiate de Québec.



Jean-Claude Dufresne. © Le Québec en images, CCMD

C'est également ce qui explique en bonne partie que 9 897 personnes âgées de 15 à 24 ans soient entrées dans cette agglomération entre 1991 et 1996 et que le solde migratoire de ce groupe d'âge fût si fortement positif (+ 3 465 ou + 3,8 %). Entre 1996 et 2001, le phénomène s'est reproduit; il s'est même accentué, car les entrées des 15-24 ans à Québec passèrent à 13 796 (une augmentation de 39,4 % par rapport à la période précédente) et leur migration se solda cette fois par un surplus de 5 791 personnes (+ 6,1 %).

Ces chiffres indiquent-ils un renforcement de l'activité « enseignement » au sein des bases économiques de Québec entre 1996 et 2001, comme le laissent entendre les indices présentés au tableau 1? C'est peu probable, car les chiffres d'inscriptions des dernières années dans les cégeps et les universités n'indiquent pas une progression de la clientèle étudiante expliquant cette augmentation. Une bonne partie de ce mouvement migratoire en croissance des 15-24 ans vers Québec est sans doute attribuable à la conjoncture économique. Cette analyse sera abordée plus loin.

Quoi qu'il en soit, l'activité d'enseignement, à cause du phénomène migratoire qu'elle entraîne, génère un impact économique plus fort, toutes proportions gardées, que les autres bases économiques. L'entrée d'argent est double : d'abord, la production de ce service fait entrer de l'argent neuf dans le territoire, grâce aux frais de scolarité payés par les étudiants de l'extérieur ou grâce aux subventions provenant des impôts de tout le Québec; en plus, les usagers (les étudiants) viennent s'installer sur place pour utiliser le service enseignement et y consommer en même temps toute une série d'autres biens et services (logements, aliments, vêtements, loisirs, etc.).

Performance économique et population des 15 ans et plus

La meilleure (ou moins pire) performance économique d'une agglomération a pour effet de favoriser une croissance plus rapide de la population des 15 ans et plus. Entre 1990 et 1995, au moment d'une conjoncture difficile, la situation économique de la capitale était relativement moins pire que celle de Montréal. En conséquence, la population des 15 ans et plus de la RMR de Québec est passée progressivement de 9,31 % à 9,56 % (tableau 3) de l'ensemble québécois. Pendant la même période, la population des 15 ans et plus de Montréal diminuait, passant de 47,64 % à 47,23 % du total québécois. Les choses semblent avoir changé par la suite, entre 1996 et 2001, à mesure que la situation économique s'améliorait partout et surtout que la performance de Montréal devenait encore meilleure qu'ailleurs. En effet, à partir de 1996, les 15 ans et plus de Québec ont vu leur part diminuer et ceux de Montréal ont vu la leur augmenter, surtout dans la période 1999-2001.

Performance économique et population totale

Les données de l'ISQ comparent l'évolution de la population totale de la CMQ à celle de la RMR de Montréal et à celle de l'ensemble du Québec entre 1961 et 2001. Elles démontrent à leur tour que la vitalité démographique de Québec s'est maintenue jusqu'en 1996. Jusqu'à cette date, en effet, la population de la CMQ avait toujours progressé plus rapidement que la population de l'ensemble du Québec. Jusqu'en 1991, elle avait toujours progressé plus rapidement, sinon au même rythme, que la population du Montréal métropolitain. On peut attribuer ce dynamisme



démographique à la bonne santé de l'économie de la capitale qui, jusqu'en 1996, a profité tantôt de l'« effet stabilité », tantôt de l'« effet croissance » de l'État québécois¹².

Mais comment expliquer qu'entre 1991 et 1996, alors que les indicateurs de performance de Montréal étaient mauvais, cette agglomération a vu sa population totale progresser plus rapidement que celle de Québec? C'est que le taux de natalité supérieur de Montréal par rapport à Québec a compensé sa faiblesse économique par rapport à la capitale. En fait, la population de 0 à 15 ans est très influencée par le taux de natalité, alors que la population des 15 ans et plus est très influencée par l'activité économique. La population totale évolue donc par la somme des deux effets.

Performance économique et soldes migratoires

La conjoncture économique influence particulièrement les soldes migratoires. Les groupes d'âge les plus mobiles sont les 15-24 ans et les 25-44 ans. Les premiers se déplacent habituellement pour des raisons d'études ou pour des raisons d'emplois, alors que les seconds se déplacent essentiellement pour des raisons d'emploi. En plus, les individus les plus mobiles entre les régions sont naturellement attirés par des noyaux urbains plus importants que ceux d'où ils proviennent.

La période 1990-1995, particulièrement en son début, fut une période conjoncturelle difficile pour l'ensemble du Canada, mais beaucoup moins pour la RMR de Québec. Au cours de cette période, les soldes migratoires furent positifs pour l'ensemble de la population de Québec (+ 5 301) et pour chacun de ses groupes d'âge, y compris celui 25-44 ans (+ 298). C'est dire qu'à ce moment, la capitale réussissait généralement à conserver sa population même après l'âge des études. Lorsqu'on observe les soldes migratoires des 25-44 ans de Québec avec chaque région administrative, on remarque un résultat positif avec toutes les autres régions sauf avec la grande région de Montréal (l'île de Montréal, Laval, Laurentides et Montérégie) et avec la région de l'Outaouais. Dans ces derniers cas, l'effet d'attraction des grands centres urbains se manifestait probablement.

La situation économique relativement favorable de Québec lui donna aussi un solde très positif sur le plan international (+ 11 840) et un solde faiblement négatif sur le plan interprovincial (- 323).

La période 1996-2001 a ramené toute l'économie canadienne sur le sentier de la croissance forte. Cette fois, c'est la RMR de Montréal qui présenta les meilleurs indicateurs de performance, notamment du côté du taux d'emploi. À Québec, le taux d'emploi descendit jusqu'à la moyenne nationale. À ce moment, les soldes migratoires de cette agglomération restèrent positifs pour l'ensemble de la population, quoiqu'ils furent un peu à la baisse (+ 4 706). Malheureusement, chez les 25-44 ans (- 1 707) et chez les 44-64 ans (- 198) les soldes migratoires devinrent négatifs.

12. Quand l'État québécois était en croissance, la concentration de cette croissance à Québec faisait rapidement progresser toute l'économie de la capitale. Quand il y avait récession, les emplois du secteur public, contrairement à ceux du secteur privé, ne diminuaient pas et assuraient par ce biais une stabilité à l'économie de la capitale. C'est avec la décroissance de l'État que les choses vont changer.

Tableau 4: Soldes migratoires interrégionaux du groupe d'âge des 25-44 ans de la RMR de Québec avec certaines régions administratives, 1991-1996 et 1996-2001

Région administrative	Économies fragiles surtout de l'Est							Autres Total	Économies dynamiques de l'Ouest							Grand total
	BSL 01	SLSJ 02	QUÉ ¹³ 03	ABIT 08	C-N 09	GAS 11	Total Est		OUT 07	MTL 06	LAV 13	LAN 14	LAU 15	MTRG 16	Total Ouest	
Solde migratoire 1991-1996	756	947	26	52	338	254	2373	1290	-403	-1920	-129	+9	-305	-617	-3365	298
Solde migratoire 1996-2001	1380	1275	503	270	763	674	4865	1526	-578	-4577	-477	-202	-681	-1581	-8096	-1707

Deux courants migratoires chez les 25-44 ans

En observant les soldes migratoires des 25-44 ans de la RMR de Québec par région (tableau 4), on remarque très bien que les déplacements se sont faits des économies plus fragiles vers les économies relativement plus dynamiques. En fait, il y a eu deux courants migratoires concernant les 25-44 ans de la RMR de Québec : avec les régions économiquement en difficulté (surtout de l'est du Québec), l'attraction vers Québec a été plus forte qu'à la période précédente, de sorte que le solde migratoire positif a doublé (2 373 à 4 865). Avec les régions dynamiques (Montréal métropolitain et l'Outaouais), l'attraction des individus de Québec vers ces régions a été très forte, de sorte que le tout s'est soldé par un déficit migratoire qui a plus que doublé (- 3 365 à - 8 096)¹⁴. En plus de l'effet habituel d'attraction des grands centres, la vitalité économique de l'ouest au cours de cette période a aussi provoqué son effet. Le déplacement accentué des individus de ce groupe d'âge, des régions fragiles vers Québec, n'a pu compenser leur déplacement accentué, de Québec vers l'Outaouais et Montréal. La capitale n'a donc plus été capable, à partir de 1996, de conserver, comme à la période précédente, ses ressources humaines après l'âge des études (après 24 ans). Les mêmes tendances se sont faites sentir, mais à un degré moindre, chez les 45-64 ans, car leur mobilité est habituellement plus faible.

Structure et conjoncture conjuguées chez les 15-24 ans

Chez les 15-24 ans, on a constaté (comme mentionné plus haut) une très forte augmentation du solde migratoire entre la première moitié et la deuxième moitié de la décennie 90. À Québec, deux phénomènes jouent sans doute d'influence sur les déplacements des individus de ce groupe d'âge : l'effet structure d'une économie orientée notamment vers les services d'enseignement, puis la performance économique de cette agglomération (l'effet conjoncture). Le premier phénomène est un acquis de long terme qui, bon an, mal an, exerce un attrait fort et régulier en faveur de l'agglomération de Québec auprès des jeunes de 15-24 ans. Le second phénomène se manifeste à court terme, et il produit des effets variables, quant au sens et quant à la force, auprès des jeunes de 15-24 ans qui souhaitent accéder au marché du travail. La performance relativement meilleure de Montréal sur Québec entre 1996 et 2001 a accentué les déplacements des jeunes de 15-24 ans originaires de la capitale vers la métropole et l'Outaouais. Les soldes négatifs avec ces régions ont triplé entre la première moitié de la décennie 1990 et la seconde moitié de cette décennie; ils sont

13. Dans le cas de la région 03 (Capitale-Nationale), il s'agit des soldes migratoires entre la RMR de Québec et la région 03 hors RMR.

14. Les régions non incluses dans le tableau 4 sont celles où il y a eu peu de changement entre les deux périodes.

passés de - 778 à - 2 398¹⁵. La performance comparativement meilleure de Québec par rapport aux économies plus fragiles de l'est et de l'Abitibi a accentué le déplacement des jeunes de ces régions vers la RMR de Québec. Les soldes positifs avec ces régions sont passés de + 2 801 à + 5 734 d'une période à l'autre. Mais, contrairement à ce qui s'est passé dans le groupe des 25-44 ans, le passage accentué des jeunes de 15-24 ans des régions vers Québec a été plus important que le passage accentué des jeunes de Québec vers l'ouest. Serait-ce que l'habitude des jeunes des régions de l'est de venir étudier à Québec crée chez leurs pairs qui accèdent plus tôt au marché du travail l'habitude de venir les rejoindre? C'est possible, mais la conclusion est que, chez les 15-24 ans, l'effet structure et l'effet conjoncture se sont étroitement conjugués pour produire un solde positif aussi élevé.

La faiblesse relative de l'économie de Québec face à Montréal entre 1996 et 2001 explique aussi qu'entre le début et la fin de la décennie, le déficit migratoire interprovincial est passé de - 323 à - 4 262 et que le solde positif international est passé de + 11 840 à seulement + 4 082. Les migrants interprovinciaux et internationaux sont évidemment attirés par les économies plus créatrices d'emplois.

15. Ces données ont été compilées à partir des tableaux de statistiques fournies par l'ISQ.

CONCLUSION

L'observation de l'évolution de la répartition des emplois selon les différentes activités économiques au sein de l'agglomération de Québec depuis 1996 permet de penser que les leaders économiques et les promoteurs du développement de ce territoire ont fait un pas vers l'atteinte de leurs objectifs. Des résultats dignes de mention se sont produits du côté de la diversification économique et du transfert vers l'industrie manufacturière. La progression des « services professionnels, scientifiques et techniques » est aussi remarquable. En somme, ces tendances témoignent toutes d'une vitalité nouvelle du secteur privé à Québec.

L'observation des statistiques du marché du travail pour la période 1996-2001 permet aussi de constater une situation conjoncturelle favorable dans la RMR de Québec. Cependant, la santé économique de tout le Québec s'est aussi améliorée au cours de cette période. Et surtout, la RMR de Montréal est devenue plus performante que la RMR de Québec. Ce sont les régions de l'est qui ont sans doute connu des performances économiques inférieures à la moyenne québécoise. Cet essor relatif de Montréal par rapport à Québec aura eu un impact évident sur les déplacements de la main-d'œuvre, surtout chez les plus mobiles, les 25-44 ans, mais aussi chez les moins mobiles, les 45-64 ans. C'est seulement chez les 15-24 ans que l'effet conjoncture aura eu un impact favorable sur les soldes migratoires.

Il faut voir qu'il n'y aura jamais rien d'acquis pour la capitale, même quand des changements structurels favorables commencent à se manifester ou que la conjoncture économique porte à l'optimisme. Car ce n'est pas seulement sur la performance économique de Québec qu'il faut compter, mais sur sa réussite face à ses principaux concurrents. Aujourd'hui, son potentiel de croissance repose davantage sur le dynamisme des entreprises de la nouvelle économie. Tout en travaillant à renforcer les acquis de la capitale comme siège de décision de l'État québécois, la diversification économique représente un choix stratégique qu'il faudra poursuivre avec des nouveaux moyens. Des pas ont été franchis dans cette direction entre 1996 et 2001. Mais pour infléchir les prévisions démographiques peu reluisantes qui concernent l'agglomération de Québec en 2021, les autorités régionales et les acteurs économiques devront donner à la nouvelle Communauté métropolitaine de Québec et à ses partenaires des régions (03 et 12) une organisation de développement économique cohérente et solidaire, à l'épreuve des guerres de clocher.